

Overwegende dat de programma's voor de sanering van stedelijk afvalwater die zijn opgesteld om milieubederf tegen een redelijke kostprijs te stoppen en aldus zo spoedig mogelijk te voldoen aan de voorschriften van de door de Waalse Regering goedgekeurde investeringsprogramma's inzake sanering, enerzijds, en aan die van de Richtlijnen 2000/60/EG en 91/271/EEG, anderzijds, niet afgeremd mogen worden;

Overwegende dat het bijgevolg niet mogelijk is over te gaan tot de milieueffectevaluatie waarin de artikelen D.52 tot D.61 van Boek I van het Milieuwetboek voorzien;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bijgaand saneringsplan per onderstroomgebied van de Maas stroomopwaarts wordt door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage

Het saneringsplan per onderstroomgebied bestaat uit een kaart en uit een verslag dat bij die kaart hoort.

Beide bestanddelen van het plan liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, te 5000 Namen, en kunnen ook ingekeken worden op de website van de "S.P.G.E." : <http://www.spge.be>

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3612

[2006/202952]

31 AOUT 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne en ce qui concerne les fonctionnaires généraux

RAPPORT AU GOUVERNEMENT WALLON

Par arrêt du 25 mars 2005 n° 142.684, le Conseil d'Etat annule l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 2003 instaurant un régime de mandat.

Le Conseil d'Etat épingle une violation de l'article 87, § 2, de la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Cet article prévoit que *"Chaque Gouvernement fixe le cadre du personnel de son administration et procède aux nominations. Ce personnel est recruté par l'intermédiaire du Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat."*

En Région wallonne, il peut être considéré que le SELOR joue un rôle plus important dans la procédure mais il reste que la Commission, désignée par le Gouvernement wallon, réceptionne les candidatures, statue sur la recevabilité des candidats, procède à l'audition, émet un avis motivé et classe les candidats.

Il ressort des avis convergents de l'administration et des juristes sollicités sur cette question que la section d'administration du Conseil d'Etat devrait considérer que le processus mis en œuvre en Région wallonne viole lui aussi l'article 87 de la loi de réformes institutionnelles.

Dans ce contexte, le Gouvernement wallon, dans un souci de bonne gestion a décidé de modifier les règles existantes.

Cet arrêté a pour objectif initial de répondre aux remarques posées par le Conseil d'Etat dans son arrêt n° 142.684 relatif à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 2003 instaurant un régime de mandat.

En bref, le Conseil d'Etat requiert, pour que la procédure de désignation des mandataires soit régulière, que :

- les candidatures soient introduites auprès du SELOR;
- le SELOR intervienne pour désigner les membres des commissions de sélection;

le SELOR organise la sélection.

Le SELOR, désormais gestionnaire de l'ensemble de la procédure de sélection, a la responsabilité de récolter les candidatures et d'assurer la sélection, par l'intermédiaire d'une commission de sélection dont il désigne les membres.

La mécanique utilisée au niveau fédéral est adoptée dans un souci d'efficacité. Il s'agit, d'une part, d'un test informatisé permettant d'obtenir une première approche de la personnalité et des aptitudes et, d'autre part, d'une épreuve orale basée sur un test case dont dispose le SELOR. Un entretien vient compléter la sélection pour les 5 candidats jugés les plus aptes.

Le projet vise également à simplifier les procédures, à réduire le nombre d'emplois soumis à mandat, tout en instaurant une sélection et un suivi important des fonctionnaires généraux non soumis à mandat, à mieux cibler l'effort de formation, mais aussi à accroître le dialogue entre les fonctionnaires dirigeants et les Ministres fonctionnels.

L'arrêté concerne l'ensemble des fonctionnaires généraux, à savoir les emplois de rang A1, A2 et A3. Le Code de la Fonction publique s'applique dans son ensemble à ces fonctionnaires. Le Livre II du Code définit les règles spécifiques et apporte les dérogations requises eu égard à ces dispositions.

Le brevet de management est supprimé. Le coût lié à l'organisation d'un tel brevet, requis préalablement à toute désignation, est trop important vu le nombre de personnes pouvant y accéder. Une formation obligatoire postérieure à la désignation est désormais requise pour l'ensemble des fonctionnaires dirigeants.

L'évaluation des fonctionnaires généraux est réalisée par un collège d'évaluation composé du ou des Ministres fonctionnels concernés directement par le travail du fonctionnaire évalué, du Ministre de la Fonction publique et des supérieurs hiérarchiques du fonctionnaire évalué, le cas échéant.

La chambre des recours spécifique aux fonctionnaires généraux reste, quant à elle, composée de personnes pouvant donner un avis extérieur sur le dossier.

L'évaluation après recours est adoptée définitivement par le Gouvernement.

Toute sanction disciplinaire touchant un fonctionnaire général est adoptée par le Gouvernement. Les garanties applicables aux agents en vertu du Livre 1^{er} du Code sont applicables.

En ce qui concerne le régime des mandats, il a été décidé de maintenir la condition d'accès principale, à savoir une expérience professionnelle de huit ans dans le secteur public sous réserve d'une définition de cette notion ciblant l'expérience acquise au sein de services relevant du pouvoir exécutif au sens strict du terme. De plus, l'expérience de responsable de service a été réduite à deux ans.

Les conditions auxquelles les candidats à un mandat doivent répondre autorisent une personne qui n'est pas fonctionnaire à être candidate pour autant qu'elle dispose d'une expérience au sein d'un pouvoir exécutif belge ou d'un état de l'EEE en ce compris au sein d'un pouvoir local ou provincial. Il s'agit de disposer de candidats ayant une connaissance suffisante des réalités administratives ainsi qu'une expérience utile significative du secteur.

Les nouveaux mandats sont attribués pour cinq ans. Un étalement du début des mandats interviendra dans le futur suite aux départs en cours de mandat (décès, démission, ...). Un nouveau mandataire sera désigné quelle que soit la période dans laquelle se situe le départ du précédent mandataire.

Chaque emploi doit être déclaré vacant sauf reconduction du mandataire précédent et doit faire l'objet d'une lettre de mission.

Le SELOR est chargé de lancer l'appel et de réceptionner les candidatures.

Une condition de nationalité peut être imposée pour certains emplois désignés qui comportent une participation, directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique et ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat.

Le SELOR sélectionne les candidats via une commission de sélection non spécialisée dont il définit le règlement d'ordre intérieur. L'absence de membre expert dans le domaine spécifique de la fonction vise à disposer d'une commission qui soit le moins possible à géométrie variable dans un souci d'efficacité. La lettre de mission établie par le Gouvernement est un élément de base essentiel pour le travail de cette commission. Un travail important préalable doit donc intervenir au moment de la rédaction de la lettre de mission afin de préparer au mieux l'examen.

Les membres de cette commission sont désignés par le SELOR. Le Gouvernement peut toutefois transmettre ses éventuelles remarques au SELOR.

Une épreuve informatisée et une épreuve orale sont organisées pour chaque mandat à pourvoir. Le selor établit une liste de maximum 5 candidats jugés les plus aptes à exercer la fonction. Ces personnes sont auditionnées par le Gouvernement.

En ce qui concerne le grade d'inspecteur général (A3), il a été choisi de ne plus attribuer les emplois de ce grade par mandats au profit d'une désignation par promotion interne révocable.

Sauf exception décrétable pour les organismes d'intérêt public, les emplois d'inspecteurs généraux ne sont désormais plus concernés directement par le système des mandats.

Concentrer la technique des mandats sur les emplois les plus élevés dans la hiérarchie, à savoir les emplois qui laissent une certaine liberté de conception à leur titulaire permet un plus grand investissement de chaque membre du Gouvernement dans les relations devant intervenir avec chaque mandataire.

Les mandataires disposent également d'un socle plus stable de fonctionnaires sur lesquels s'appuyer.

Il est relevé qu'à la date d'adoption du présent arrêté aucun mandat n'a été attribué pour l'exercice d'emplois de rang A3.

Les exceptions décrétables possibles pour les organismes d'intérêt public justifient que le Code utilise les termes "un emploi de rang A3 non soumis à mandat" à différente reprise.

Ceci étant, un mécanisme novateur est instauré visant à néanmoins maintenir à ce niveau un suivi direct et constant de chaque fonctionnaire :

— l'accès aux emplois A3 est ouvert à l'ensemble des agents de niveau 1 et les candidats à la mutation et à la promotion sont mis sur un même pied;

— une commission de sélection interne est prévue pour chaque emploi à pourvoir. Elle se compose des Ministres et hauts fonctionnaires concernés;

— un contrat d'objectifs est prévu. Ce document s'inscrit dans le contexte des plans opérationnels validés pour leurs supérieurs hiérarchiques et sera la base de l'évaluation de l'inspecteur général. Il s'agit ici d'un élément qui vise à augmenter la portance du management;

— une période de probation allant de la désignation à la première évaluation après deux ans est prévue;

— la suite de la carrière sera également ponctuée d'évaluations et de contrats d'objectifs avec possibilité de perte du grade d'inspecteur général en cas d'évaluations négatives répétées;

— la promotion n'est donc plus irréversible, d'une part, par l'instauration du stage et, d'autre part, par la possibilité de retour au grade dont l'agent est titulaire avant sa promotion.

L'exclusion des emplois du grade A3 du système des mandats ne doit pas faire oublier que ces agents restent des fonctionnaires généraux dont la place dans la hiérarchie et l'essence même de l'évaluation et du suivi général justifient une commission d'évaluation et une chambre de recours spécifiques.

Sur le plan de la légistique, il est relevé que les mesures transitoires ne sont plus incorporées dans le Code.

31 AOÛT 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne en ce qui concerne les fonctionnaires généraux

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, notamment les articles 7, 45, 47, 48 et 52 et le Livre II, comprenant les articles 332 à 367;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 février 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 février 2006;

Vu l'accord du Ministre fédéral des Pensions, donné le 27 avril 2006;

Vu le protocole n° 461 du Comité de secteur n° XVI, établi le 10 mars 2006;

Vu l'avis n° 40.223/2 du Conseil d'Etat, donné le 28 juin 2006;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Sont fonctionnaires généraux les agents des rangs A1, A2 et A3. »

Art. 2. A l'article 45 du même arrêté, les mots "visés à l'article 339" sont insérés entre les mots "Les fonctionnaires généraux" et les mots "sont désignés".

Art. 3. L'article 47 du même arrêté est abrogé.

Art. 4. L'article 48 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 48. § 1^{er}. La promotion par avancement de grade est la nomination au grade immédiatement supérieur du même niveau que celui auquel appartient l'agent.

Toutefois, un agent du niveau 1 peut être promu par avancement de grade à un grade du rang A4 ou du rang A3.

§ 2. La promotion par avancement de grade à un emploi du rang A3 non soumis à mandat, de directeur ou d'encadrement est subordonnée à la vacance de cet emploi.

La promotion par avancement de grade produit ses effets le premier jour du mois qui suit la nomination. Néanmoins, lorsque l'emploi est encore occupé à la date de la nomination, celle-ci produit ses effets le premier jour du mois qui suit la date à laquelle il cesse effectivement d'être occupé.

§ 3. La promotion par avancement de grade à un emploi autre qu'un emploi du rang A3 non soumis à mandat, de directeur ou d'encadrement produit ses effets le premier jour de chaque trimestre civil ».

Art. 5. A l'article 52 du même arrêté, le mot "huit" est remplacé par le mot "six"

Art. 6. Le Livre II du même arrêté, comprenant les articles 332 à 367, est remplacé par les dispositions suivantes :

« LIVRE II. — REGIME DES FONCTIONNAIRES GENERAUX

TITRE I^{er}. — Dispositions applicables à tous les fonctionnaires généraux

Art. 332. Les dispositions des Livres I^{er}, III et IV sont applicables aux fonctionnaires généraux dans la mesure où le présent livre ne déroge pas à ces dispositions.

Art. 333. Le fonctionnaire général est tenu de suivre une formation dans les deux ans à compter de la date à laquelle l'emploi lui est attribué.

L'offre générale de formation est établie par le Ministre de la Fonction publique sur avis de la commission des programmes visée à l'article 112.

Il est délivré un certificat de formation au fonctionnaire général qui a suivi avec fruit la formation, à moins qu'un certificat de formation ne lui ait été délivré antérieurement.

Le Ministre de la Fonction publique peut, sur avis du ou des supérieurs hiérarchiques et du ou des Ministres fonctionnels imposer une formation complémentaire au fonctionnaire général titulaire du certificat de formation.

Art. 334. § 1^{er}. Les fonctionnaires généraux sont évalués par un collège composé :

1° du Ministre de la Fonction publique ou de son délégué, qui la préside;

2° du ou des Ministres fonctionnels concernés ou de leur délégué;

3° le cas échéant, du ou des supérieurs hiérarchiques du fonctionnaire général.

§ 2. La candidature d'un fonctionnaire général qui a siégé dans le collège est irrecevable au plus prochain appel à candidatures pour l'emploi concerné par l'évaluation.

Un fonctionnaire général peut refuser de siéger dans le collège.

§ 3. Le collège est assisté d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant désignés par le Gouvernement parmi les agents de niveau 1 des services du Gouvernement. Ils ne peuvent être dans les conditions pour être candidats à un emploi de fonctionnaire général.

§ 4. Dès le début de la procédure, le président demande qu'un rapport motivé lui soit adressé dans le mois par :

1° le fonctionnaire général;

2° le cas échéant, le supérieur hiérarchique immédiat;

3° le cas échéant, l'organe de gestion à savoir l'organe quelle que soit sa dénomination qui dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation des missions ou de l'objet social de l'organisme;

4° le ou les ministres fonctionnels dont relève le mandataire à évaluer.

Le collège d'évaluation entend, dans le mois qui suit le terme fixé pour la remise des rapports susmentionnés, toute personne jugée utile, moyennant motivation. Le collège notifie sa proposition d'évaluation par lettre recommandée à la poste, au fonctionnaire général dans les quinze jours de son adoption.

En cas de proposition d'évaluation autre que favorable, le fonctionnaire général est préalablement entendu. Il peut se faire assister par une personne de son choix.

§ 5. Dans les quinze jours de la notification de la proposition d'évaluation autre que favorable par le président du collège, le fonctionnaire général peut introduire un recours auprès de la chambre de recours des fonctionnaires généraux et peut demander à être entendu.

A défaut de recours dans le délai imparti, la proposition d'évaluation devient l'évaluation définitive.

Le président notifie l'avis de la chambre de recours au Gouvernement, au fonctionnaire général et, le cas échéant, à l'organe de gestion. L'évaluation est adoptée par le Gouvernement dans le mois de la réception de cet avis.

Art. 335. § 1^{er}. Il y a pour l'ensemble des services du Gouvernement et des organismes une chambre de recours des fonctionnaires généraux, compétente pour donner un avis motivé sur tout recours portant sur toute :

- 1° proposition de sanction disciplinaire;
- 2° suspension dans l'intérêt du service accompagnée ou non d'une retenue de traitement;
- 3° proposition d'évaluation autre que favorable;
- 4° proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle;
- 5° décision en matière de congés, de disponibilité et d'absences.

§ 2. La chambre de recours des fonctionnaires généraux est composée :

1° du président de la chambre de recours des services du Gouvernement et des organismes et d'un président suppléant désigné parmi les vice-présidents de la chambre de recours des services du Gouvernement et des organismes, qui préside;

2° de trois membres effectifs et de trois membres suppléants spécialisés en gestion des ressources humaines et extérieurs à la fonction publique wallonne, dont au moins un professeur d'université.

Le Gouvernement désigne les membres de la chambre pour une période de quatre ans renouvelable.

Nul ne peut siéger dans la chambre s'il se trouve dans une situation de nature à mettre en péril son impartialité.

§ 3. Le président et les membres de la chambre de recours des fonctionnaires généraux bénéficient d'une allocation de présence de 75 euros par demi-journée, rattachée à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et indexée conformément aux règles de l'article 247.

§ 4. La chambre de recours des fonctionnaires généraux est assistée d'un greffier et d'un greffier suppléant désignés par le Gouvernement parmi les agents du niveau 1 des services du Gouvernement. Ils ne peuvent être dans les conditions pour être candidats à un emploi de fonctionnaire général.

Le règlement d'ordre intérieur de la chambre est approuvé par le Gouvernement.

§ 5. Les articles 193 à 200 sont applicables à la chambre de recours des fonctionnaires généraux. Par dérogation à l'article 200, la chambre de recours des fonctionnaires généraux émet son avis en matière disciplinaire dans les soixante jours de sa saisine.

Art. 336. § 1^{er}. L'action disciplinaire à l'égard d'un fonctionnaire général du rang A1 d'un service du Gouvernement est entamée et menée par le Ministre-Président ou par le Ministre de la Fonction publique.

L'action disciplinaire à l'égard d'un fonctionnaire général du rang A2 ou A3 d'un service du Gouvernement est entamée et menée par le Ministre de la Fonction publique, par un Ministre fonctionnel ou par un supérieur hiérarchique.

L'action disciplinaire à l'égard d'un fonctionnaire général d'un organisme est entamée et menée par le Ministre de la Fonction publique, par un Ministre fonctionnel ou par un supérieur hiérarchique. Le cas échéant, l'action disciplinaire peut également être entamée et menée par l'organe de gestion.

§ 2. L'autorité visée au § 1^{er} propose une sanction. Elle notifie sa proposition au fonctionnaire général concerné et en informe les membres du Gouvernement ainsi que, le cas échéant, l'organe de gestion. La sanction est adoptée par le Gouvernement.

Art. 337. Les agents des rangs A2 et A3 qui ne sont pas affectés à un emploi du cadre sont chargés par le Gouvernement d'une mission en rapport avec leur grade, leurs qualifications et leur expérience. Ils sont placés sous l'autorité du Gouvernement ou d'un Ministre ou fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Art. 338. Le Gouvernement peut dans l'intérêt du service muter un agent affectés ou non à un emploi du cadre du rang A2 ou A3 non mandataire d'un service du Gouvernement ou d'un organisme vers un autre, d'un service du Gouvernement vers un organisme ou d'un organisme vers un service du Gouvernement. Le cas échéant, l'avis conforme de l'organe de gestion est requis.

TITRE II. — *Le régime du mandat*

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et conditions d'accès*

Art. 339. Sont attribués par mandat conformément aux dispositions du présent titre :

- 1° au sein des services du Gouvernement, les emplois des rangs A1 et A2;
- 2° au sein des organismes visés à l'article 1^{er}, l'emploi de fonctionnaire général du rang le plus élevé à moins que le décret constitutif de l'organisme en question n'en dispose autrement.

Art. 340. § 1^{er}. Le candidat à un mandat doit, à la date de la déclaration de vacance de l'emploi, être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ou être lauréat d'un concours d'accession au niveau 1 ou à un niveau équivalent ou être agent du niveau 1 des services du Gouvernement ou d'un organisme.

Il doit également à cette date justifier de huit ans d'expérience professionnelle dans le niveau 1 ou dans un niveau équivalent, dont deux ans dans le rang A4 ou dans un rang équivalent.

§ 2. Constituent une expérience professionnelle au sens du § 1^{er} les services accomplis à titre statutaire ou contractuel auprès des institutions suivantes :

1° toute institution, constituée ou non en personne juridique distincte, relevant du pouvoir exécutif de l'Etat fédéral, d'une Région, d'une Communauté ou d'une Commission communautaire;

2° toute institution relevant d'une province, d'une commune, d'un centre public d'action sociale, d'une association de communes et ou de centres publics d'action sociale, d'une agglomération ou d'une fédération de communes, ainsi que toute institution relevant d'un établissement subordonné à une province ou à une commune;

3° toute autre institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs d'intérêt général ou local et dans la direction de laquelle se constate la prépondérance d'une ou plusieurs des institutions visées aux 1° et 2°;

4° toute institution, analogue aux institutions visées aux 1° à 3° :

a) d'un Etat membre de l'Espace économique européen autre que la Belgique;

b) de la Suisse.

Art. 341. Par dérogation à l'article 19, nul ne peut être désigné pour un mandat s'il ne répond pas aux conditions suivantes :

1° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° satisfaire aux lois sur la milice;

4° justifier de la possession de l'aptitude médicale exigée pour la fonction à exercer;

5° ne pas être titulaire d'un mandat politique qui pour un agent entraîne un congé politique d'office de plus de quatre jours par mois;

6° s'engager à ne pas demander, en application des articles 476 et 477, des dispenses de service ou des congés politiques facultatifs qui conduiraient, en les cumulant avec le congé politique d'office, à dépasser un total de quatre jours ouvrables d'absence par mois.

CHAPITRE II. — Sélection et désignation

Section I^{re}. — Déclarations de vacance et lettres de missions

Art. 342. § 1^{er}. Chaque emploi à pourvoir par mandat est déclaré vacant par le Gouvernement.

Toutefois, le mandataire dont la dernière évaluation retient, au terme de son mandat, la mention "favorable" peut être reconduit par le Gouvernement dans ce mandat sans qu'il soit procédé à la déclaration de vacance, moyennant l'accord du mandataire.

Pour la première attribution d'un emploi soumis à mandat, le Gouvernement peut, sans qu'il soit procédé à la déclaration de vacance, désigner comme mandataire, moyennant son accord, l'agent qui, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, est nommé aux fonctions à pourvoir par mandat.

§ 2. Pour chaque emploi à pourvoir par mandat, le Gouvernement établit une lettre de mission, sur proposition conjointe du ou des Ministres fonctionnels, et, le cas échéant, de l'organe de gestion concerné, après avis du Ministre de la Fonction publique et du Ministre du Budget.

Pour chaque emploi à pourvoir par mandat au sein d'un organisme soumis à un contrat de gestion, la lettre de mission s'inscrit dans le cadre du contrat en cours.

§ 3. La lettre de mission comporte les éléments suivants :

1° la description de fonction et le profil de compétence de la fonction à pourvoir;

2° les objectifs politiques à atteindre pour les diverses missions, notamment sur la base de la déclaration de politique régionale;

3° les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués;

4° les délégations de pouvoirs.

Art. 343. Le SELOR lance l'appel aux candidatures établi par le Ministre de la Fonction publique sur avis du ou des Ministres fonctionnels et sur avis conforme du SELOR. Cet appel est publié au *Moniteur belge* et dans au moins deux quotidiens francophones. L'appel aux candidats mentionne s'il s'agit d'un emploi réservé aux Belges et contient au moins une synthèse de la lettre de mission afférente à chaque emploi et indique le service auprès duquel une version complète peut être obtenue.

Le délai de dépôt des candidatures est d'au moins trente jours à compter du jour de la publication au *Moniteur belge*.

Les candidatures sont introduites par lettre recommandée auprès du SELOR comprennent :

1° un *curriculum vitae* comprenant un exposé des titres et mérites, accompagné des attestations relatives à l'expérience professionnelle exigée et, le cas échéant, d'une copie du ou des diplômes;

2° une lettre de motivation pour chaque emploi postulé contenant notamment l'exposé de la manière selon laquelle le candidat envisage d'exercer le mandat.

Section II. — Sélection et désignation

Art. 344. § 1^{er}. La sélection des candidats s'effectue par l'intermédiaire du SELOR.

§ 2. Il y a une commission de sélection composée :

1° de l'administrateur délégué du SELOR ou de son délégué, membre de droit et président;

2° a) d'un agent du rang A2 au moins ou d'un rang équivalent appartenant à une institution visée à l'article 340, § 2, 1°, autre que la Région ou un organisme, s'il s'agit de pourvoir un emploi de secrétaire général ou l'emploi de fonctionnaire général dirigeant le plus élevé en grade d'un organisme;

b) du secrétaire général ou du fonctionnaire général le plus élevé en grade de l'organisme dont dépend l'emploi à pourvoir, s'il s'agit de pourvoir un emploi autre que celui de secrétaire général ou de fonctionnaire général le plus élevé en grade d'un organisme;

3° d'un agent du rang A2 au moins ou d'un rang équivalent appartenant à une institution visée à l'article 340, § 2, 1°, autre que la Région ou un organisme;

4° de deux experts, s'entendant de personnes qui en vertu de leurs titres ou de leur expérience bénéficient de compétences dans un des domaines suivants : fonction publique, gestion des compétences, sciences humaines.

Les agents visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, a, et 3^o, et les experts visés à l'alinéa 1^{er}, 4^o, sont désignés pour une période de quatre ans renouvelable.

Le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne et le Secrétaire général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports se suppléent l'un l'autre dans le rôle qui leur est dévolu par l'alinéa 1^{er}, 2^o, b, et le Secrétaire général du Ministère de la Région wallonne supplée le fonctionnaire général le plus élevé en grade de l'organisme dans le rôle dévolu à ce dernier par l'alinéa 1^{er}, 2^o, b.

En outre, pour chacun des agents et experts visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, a, 3^o et 4^o, un membre suppléant est désigné selon les mêmes modalités.

§ 3. Le SELOR désigne les agents et experts membres de la commission de sélection et en communique la liste au Ministre de la Fonction publique. Celui-ci en informe sans délai les autres membres du Gouvernement, qui disposent d'un délai de sept jours ouvrables pour lui transmettre leurs objections éventuelles. En cas d'objections, le Ministre de la Fonction publique soumet la liste au Gouvernement pour décision.

Le SELOR répond à ces objections par une proposition motivée de maintien ou de remplacement du membre concerné par une objection.

§ 4. La qualité de membre de la commission de sélection est incompatible avec celle de membre d'un Gouvernement, de membre d'une Assemblée parlementaire, de membre d'un organe visé aux articles 485 et 486 ou d'attaché parlementaire.

La perte de la qualité en vertu de laquelle un membre de la commission a été désigné entraîne la perte de la qualité de membre de la commission.

Aucun membre de la commission ne peut siéger s'il se trouve dans une situation de nature à mettre en péril son impartialité.

§ 5. Le SELOR établit le règlement d'ordre intérieur de la commission de sélection, qui prévoit notamment que :

1° la commission délibère au scrutin secret;

2° la voix du président de la commission est prépondérante en cas de parité des voix;

3° le SELOR désigne un secrétaire et un secrétaire suppléant de la commission, n'ayant ni l'un ni l'autre ni voix délibérative ni voix consultative.

Le règlement d'ordre intérieur de la commission est approuvé par le Gouvernement.

Art. 345. § 1^{er}. Les candidatures déclarées par le SELOR recevables au regard des articles 340, 341 et 342, § 2, sont transmises à la commission de sélection.

§ 2. Les candidats déclarés recevables présentent devant la commission de sélection une épreuve orale au départ d'un cas pratique ayant trait à l'emploi à pourvoir. Cette épreuve a pour but d'évaluer tant les compétences spécifiques à l'emploi que les aptitudes requises à l'exercice d'une fonction de management.

L'épreuve orale est précédée de tests informatisés organisés par le SELOR et dont l'objet est de cerner les aptitudes de gestion et d'organisation des candidats, ainsi que leur personnalité. A l'issue de l'épreuve orale, les résultats obtenus aux tests sont communiqués à la commission, qui en apprécie et évalue seule les résultats.

§ 3. Au terme des tests et de l'épreuve visés au § 2 ainsi que d'une comparaison des titres et mérites des candidats, la commission de sélection retient un maximum de 5 candidats.

Le SELOR notifie à chaque candidat, par lettre recommandée à la Poste, l'avis motivé qui le concerne ainsi que la liste du ou des candidat(s) retenu(s).

Le SELOR remet au Ministre de la Fonction publique la liste du ou des candidat(s) retenu(s) et l'avis motivé sur chaque candidat.

§ 4. Les mandataires sont désignés par le Gouvernement parmi les candidats retenus après un entretien complémentaire portant sur leurs compétences spécifiques, leurs aptitudes relationnelles et leurs capacités à diriger.

Un rapport de chaque entretien est rédigé et notifié au candidat pour observations éventuelles dans les quinze jours de la notification.

La désignation produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle a lieu.

Art. 346. Dans les trois mois à compter de l'attribution du mandat, le mandataire transmet pour approbation au Gouvernement un projet de plan opérationnel qui comporte la description des éléments suivants :

1° la mise en œuvre, dans les vingt-sept mois, des prestations concrètes résultant des objectifs stratégiques et opérationnels qui répondent à la lettre de mission, en tenant compte des moyens budgétaires et des ressources humaines attribués;

2° la répartition des moyens budgétaires et des ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre des prestations visées au 1^o;

3° le contenu de la formation visée à l'article 333.

Avant d'être soumis au Gouvernement en vue de son approbation, le plan est négocié entre le mandataire et le ou les Ministres fonctionnels, le cas échéant après avis de l'organe de gestion.

En cas de désaccord entre le Gouvernement et le mandataire sur le contenu du projet de plan opérationnel il est mis fin immédiatement au mandat, le cas échéant après avis de l'organe de gestion.

Art. 347. Lorsque les éléments de la lettre de mission visés à l'article 342, § 3, 2^o, 3^o et 4^o, sont modifiés, le plan opérationnel est revu conformément à la procédure prévue à l'article 345.

Lorsque l'évaluation du mandataire a été réalisée conformément à l'article 354, le plan opérationnel peut être revu à la demande du Gouvernement, conformément à la procédure prévue à l'article 345.

Le mandataire peut demander à revoir le plan opérationnel lorsque les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués ou d'autres éléments substantiels de la lettre de mission sont modifiés. Cette révision du plan se fait conformément à la procédure prévue à l'article 345.

CHAPITRE III. — *Durée du mandat*

Art. 348. Les mandats sont attribués pour un terme de cinq ans. Toutefois, le mandataire poursuit l'exercice de ses fonctions jusqu'à la désignation de son successeur.

Art. 349. § 1^{er}. Le mandat prend fin de façon anticipée dans les cas suivants :

- 1° la démission volontaire du mandat;
- 2° la survenance d'un événement visé à l'article 23 de l'ARPG qui entraîne pour un agent la perte de sa qualité d'agent;
- 3° une sanction disciplinaire définitive de démission d'office ou de révocation;
- 4° l'évaluation défavorable en cours de mandat approuvée par le Gouvernement;
- 5° la mise à la retraite;
- 6° le bénéfice d'un congé politique d'office de plus de quatre jours par mois;
- 7° le bénéfice de dispenses de service ou de congés politiques facultatifs qui conduisent en les cumulant avec le congé politique d'office à dépasser un total de quatre jours ouvrables d'absence par mois, en application de la réglementation relative au congé politique;
- 8° l'application de l'article 346, alinéa 3.

Par ailleurs, le Gouvernement peut mettre fin au mandat pour cause de maladie d'une durée cumulée d'au moins six mois pendant le mandat en cours.

Toute offre de démission doit être assortie d'un préavis de trois mois, sauf durée plus courte arrêtée de commun accord.

§ 2. La désignation d'un nouveau mandataire se fait par la désignation d'un autre candidat déclaré apte, soit lors du précédent appel à candidatures à ce mandat, sous réserve de vérifier à nouveau les conditions d'admissibilité, soit suite à un nouvel appel à candidatures.

Art. 350. § 1^{er}. Le Gouvernement peut désigner, sur la proposition conjointe du Ministre de la Fonction publique et du ou des Ministres fonctionnels, un agent du même cadre pour exercer les fonctions supérieures pour une période maximale de douze mois renouvelable dans les cas suivants :

- 1° absence du mandataire depuis plus de deux mois;
- 2° absence prévisible du mandataire pour une durée d'au moins deux mois;
- 3° fin du mandat, dans l'attente de la désignation d'un nouveau mandataire.

Tout agent désigné pour exercer les fonctions supérieures doit remplir les conditions prévues aux articles 340 et 341.

§ 2. En cas de désignation d'un mandataire pour exercer des fonctions supérieures le mandat est suspendu pour toute la durée des fonctions supérieures.

Le mandataire désigné pour exercer des fonctions supérieures conserve sa rémunération de mandataire.

CHAPITRE IV. — *Situation administrative et pécuniaire**Section I^{re}. — De l'exercice du mandat*

Art. 351. Le mandat s'exerce dans le cadre d'une relation statutaire temporaire. Il ne donne aucun droit à une nomination définitive à la fonction qu'il confère.

Le mandataire exerce son mandat à temps plein.

Art. 352. Pendant la durée du mandat, le mandataire ne peut :

- 1° obtenir un congé pour interruption de la carrière professionnelle à l'exception du congé parental, de l'interruption de carrière pour soins palliatifs et du congé pour assistance ou octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave;
- 2° obtenir un congé pour exercer une fonction dans un organe visé aux articles 485 et 486;
- 3° obtenir l'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites pour convenances personnelles et pour raisons sociales et familiales;
- 4° bénéficier d'un congé pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu;
- 5° bénéficier d'un congé pour mission autre que celui qui lui est accordé pour exercer un mandat au sens du présent arrêté;
- 6° obtenir un départ anticipé à mi-temps;
- 7° obtenir un congé pour accomplir un stage;
- 8° bénéficier de la semaine volontaire des quatre jours;
- 9° obtenir un congé pour être mis à disposition du Roi ou des Princes et Princesses de Belgique;
- 10° être placé en disponibilité pour convenances personnelles.

Art. 353. L'agent qui, au moment de sa désignation à un mandat, est nommé à titre définitif au sein des services du Gouvernement ou d'un organisme, est mis d'office, pour la durée du mandat, en congé pour mission d'intérêt général dans son emploi initial.

Art. 354. Le coût des formations imposées au mandataire est à sa charge. Il lui est remboursé en cas de réussite.

Section II. — De la rémunération

Art. 355. Tout mandataire bénéficie de l'échelle de traitements correspondant au grade de la fonction qu'il exerce, augmentée d'un montant de 8.510 euros rattaché à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et indexé conformément aux règles fixées à l'article 247.

Le mandataire qui poursuit l'exercice de ses fonctions jusqu'à la désignation de son successeur bénéficie de l'échelle de traitements correspondant au grade de la fonction qu'il exerce, augmentée d'un montant de 4.255 euros rattaché à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et indexé conformément aux règles fixées à l'article 247.

CHAPITRE V. — *Evaluation*

Art. 356. L'évaluation des mandataires a lieu à mi-mandat et en fin de mandat.

L'évaluation porte sur le niveau de réalisation des objectifs et sur les prestations concrètes résultant des objectifs stratégiques et opérationnels qui répondent à la lettre de mission et au plan opérationnel.

Si des raisons particulières inhérentes au comportement du mandataire le justifient, le Gouvernement peut décider qu'une évaluation complémentaire doit être réalisée pour un mandataire.

Art. 357. La procédure d'évaluation débute le premier jour du vingt-septième mois et du cinquante-cinquième mois à compter du début du mandat ou, en cas de circonstance particulière visée à l'article 356, alinéa 3, le jour de la demande adressée au président du collège d'évaluation.

Art. 358. L'évaluation fait l'objet d'une des mentions suivantes :

1° "favorable" : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel ont soit été réalisés totalement et dans les délais prévus quantitativement et qualitativement soit n'ont pas été réalisés totalement ou dans les délais prévus quantitativement ou qualitativement si le mandataire justifie que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou totalement indépendantes de lui-même;

2° "réservée" : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel n'ont été que partiellement réalisés quantitativement ou qualitativement;

3° "défavorable" : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel n'ont, globalement, pas été réalisés quantitativement ou qualitativement de sorte que la mise en œuvre du plan se trouve mise en péril.

Art. 359. Le mandataire auquel est attribuée une évaluation favorable poursuit l'exercice du mandat en cours.

En cas d'attribution d'une évaluation réservée en cours de mandat :

1° une nouvelle évaluation est réalisée, dans les neuf à douze mois qui suivent, et conduit à l'attribution d'une mention favorable ou défavorable;

2° le Gouvernement peut adapter le plan opérationnel.

Art. 360. § 1^{er}. L'ancien mandataire qui a reçu une évaluation favorable et qui n'est pas désigné pour un nouveau mandat bénéficie d'un congé rémunéré de trois semaines, la rémunération étant celle qui a été perçue pendant l'exercice du mandat.

L'évaluation favorable en fin de mandat vaut nouvelle évaluation favorable dans le grade dans lequel l'agent est nommé à titre définitif.

Le Gouvernement propose à l'ancien mandataire qui n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, qui a reçu une évaluation favorable et qui n'est pas désigné pour un nouveau mandat, un contrat d'expert, à conclure avec l'un des services du Gouvernement ou un organisme. Le cas échéant l'avis conforme de l'organe de gestion est requis. Le contrat précise le pool ainsi que la mission en relation avec ses qualifications et son expérience. Il est placé par le Gouvernement sous l'autorité d'un agent du rang A3 au moins.

§ 2. Par dérogation aux articles 340 et 341, l'ancien mandataire dont la dernière évaluation retient, au terme de son mandat, la mention réservée n'est pas admissible à poser sa candidature au même mandat ou à un mandat d'un rang supérieur pour une durée de cinq ans à compter de la fin de son mandat.

Il est évalué après six mois dans le grade dans lequel il est nommé à titre définitif.

§ 3. L'ancien mandataire qui a reçu une évaluation défavorable n'est pas recevable à poser sa candidature à un mandat pour une durée de cinq ans à compter de la fin de son mandat.

Il est évalué après six mois dans le grade dans lequel il est nommé à titre définitif.

§ 4. L'agent du rang A4, A5 ou A6 ancien mandataire dont le mandat n'est pas renouvelé et qui ne retrouve pas son emploi, est, aussi longtemps qu'il ne peut être réaffecté à un autre emploi de son grade conformément à l'article 444, chargé par le Gouvernement d'une mission en rapport avec son grade, ses qualifications et son expérience et placé par lui sous l'autorité d'un agent du rang A1, A2 ou A3.

TITRE III. — Dispositions applicables aux fonctionnaires généraux non soumis au régime du mandat

Art. 361. Peut être promu par promotion par avancement de grade à un grade du rang A3 l'agent du niveau 1 qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de niveau de huit ans;

2° justifier de l'évaluation favorable;

3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive et non radiée.

Art. 362. Il est pourvu à la vacance d'un emploi d'un grade du rang A3 non soumis à mandat successivement par :

1° mutation, promotion ou réaffectation à sa demande d'un agent des services du Gouvernement s'il s'agit d'un emploi des services du Gouvernement ou d'un agent de l'organisme s'il s'agit d'un emploi d'un organisme;

2° mutation d'un agent soumis au présent Code autre que celui visé au 1° ou intégration d'un agent issu de toute institution relevant du pouvoir exécutif de l'Etat fédéral, d'une Région, d'une Communauté ou d'une Commission communautaire.

Art. 363. § 1^{er}. La procédure d'appel à candidatures est fixée conformément aux alinéas 2 à 7.

Les conditions doivent être réunies du jour de la déclaration de vacance de l'emploi au jour de son attribution.

L'appel aux candidats est publié au *Moniteur belge*. Il comprend le profil de fonction et les critères de sélection et de classement.

Sous peine de nullité :

1° le candidat à plusieurs emplois mentionne ses préférences par ordre décroissant et en chiffres arabes;

2° chaque candidature est motivée et comporte un exposé de la manière selon laquelle le candidat envisage d'exercer l'emploi;

3° la ou les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae conforme au modèle figurant à l'annexe VI, sont déposées par pli recommandé à la poste dans les vingt et un jours à compter de la publication de l'appel aux candidats.

§ 2. La commission de sélection est présidée par le Ministre de la Fonction publique ou son délégué et comprend en outre le ou les Ministres fonctionnels ou leur délégué et le ou les fonctionnaires généraux dont dépend l'emploi à pourvoir.

§ 3. La commission de sélection établit une proposition provisoire de classement unique des candidats à l'attribution de l'emploi en application des points 1^o ou 2^o de l'article 362. La proposition est motivée et notifiée aux candidats.

Tout candidat peut, dans les quinze jours de la notification, faire valoir ses observations ou introduire une réclamation auprès du président de la commission de sélection. La commission de sélection statue sur la réclamation, dans les deux mois de sa réception, après avoir entendu le réclamant si celui-ci en a exprimé le souhait. Le réclamant peut se faire assister de la personne de son choix.

La décision motivée de la commission de sélection sur les observations ou la réclamation est notifiée au candidat qui a introduit une réclamation ou qui a fait valoir ses observations.

En cas de modification du premier classement unique provisoire, une proposition motivée définitive de classement unique est notifiée à tous les candidats.

§ 4. L'attribution des emplois du rang A3 non soumis à mandat est décidée par le Gouvernement. Avant de s'écarter de la proposition de la commission de sélection, le Gouvernement propose aux candidats mieux classés, par lettre recommandée à la poste, d'être entendus par le ministre de la fonction publique et le ou les ministres fonctionnels. Le réclamant peut se faire assister de la personne de son choix.

Art. 364. Dans les trois mois de l'attribution de l'emploi, un contrat d'objectifs est établi entre le fonctionnaire général du rang A3 et son supérieur hiérarchique immédiat.

Les objectifs du contrat s'inscrivent dans le cadre du plan opérationnel du supérieur hiérarchique immédiat, de la déclaration de politique régionale et, le cas échéant, du contrat de gestion.

Le contrat d'objectifs est réexaminé et, le cas échéant, adapté dans les trois mois de toute modification du plan opérationnel.

Les contrats d'objectifs et leurs modifications sont approuvés par le ou les Ministres fonctionnels.

Art. 365. L'attribution de l'emploi est suivie d'une période probatoire à l'issue de laquelle, en cas d'évaluation défavorable, l'agent muté retrouve son emploi précédent, l'agent promu est rétrogradé à son grade antérieur et l'agent intégré est licencié pour inaptitude professionnelle moyennant, sauf faute grave, un délai de préavis de trois mois.

La période probatoire est de deux ans. Elle est toutefois d'un an pour l'agent muté. L'article 335, § 5, est applicable à l'évaluation de la période probatoire.

L'emploi antérieurement occupé par l'agent du rang A3 muté ou promu ne peut être déclaré vacant avant que l'évaluation de la période probatoire ne soit définitive.

Art. 366. § 1^{er}. L'évaluation du Fonctionnaire général du rang A3 porte sur :

1^o la réalisation des objectifs du contrat visé à l'article 364;

2^o la réussite des formations qui lui sont imposées;

3^o les éléments mentionnés à l'article 141, § 2.

Art. 367. Deux évaluations défavorables successives entraînent une rétrogradation pour inaptitude professionnelle au grade dont l'agent était titulaire avant sa promotion. La rétrogradation est constatée par le Gouvernement.

L'agent rétrogradé pour inaptitude professionnelle ne peut être candidat à un emploi de Fonctionnaire général pour une durée de cinq ans à compter de la rétrogradation ».

Art. 7. L'agent nommé à titre définitif à un emploi soumis à mandat reste en place jusqu'à ce qu'une personne soit désignée pour exercer par mandat l'emploi qu'il occupe.

Art. 8. Dans l'attente de la première attribution d'un emploi soumis à mandat, le Gouvernement peut, sur la proposition conjointe du Ministre de la Fonction publique et ou des ministres fonctionnels, désigner un agent pour exercer les fonctions supérieures pour une période maximale de douze mois renouvelable.

Art. 9. Par dérogation à l'article 348 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 précité, le terme des mandats aux rangs A1 et A2 attribués avant le 1^{er} mai 2004 est fixé au 31 mars 2007.

Par dérogation à l'article 348 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 précité, l'évaluation des mandataires aux rangs A1 et A2 désignés avant le 1^{er} mai 2004 a lieu entre le 1^{er} novembre 2006 et le 31 janvier 2007 selon les règles existantes au moment de l'évaluation.

Art. 10. Les contrats d'objectifs des fonctionnaires généraux du rang A3 en place sont établis et approuvés dans les quatre mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces fonctionnaires généraux ne sont pas soumis à l'obligation de formation visée à l'article 333 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 précité.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception des articles 334, 335 et 356 à 359 qui entrent en vigueur au plus tard le 1^{er} novembre 2006 et de l'article 333 qui entre en vigueur à la date qui sera fixée par le Gouvernement.

Art. 12. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 août 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 3612

[2006/202952]

31. AUGUST 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, was die Generalbeamten angeht

BERICHT AN DIE WALLONISCHE REGIERUNG

Durch sein Urteil vom 25. März 2005 Nr. 142.684 hat der Staatsrat den Erlass der Regierung der französischen Gemeinschaft vom 27. März 2003 zur Einführung einer Mandatsregelung für nichtig erklärt.

Der Staatsrat weist auf eine Verletzung von Art. 87 § 2 des Gesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen hin. In diesem Artikel steht folgende Bestimmung: *«Jede Regierung legt den Stellenplan des Personals ihrer Verwaltung fest und nimmt die Ernennungen vor. Dieses Personal wird durch die Vermittlung des Ständigen Sekretariats zur Anwerbung des Staatspersonals angeworben.»*

In der Wallonischen Region kann davon ausgegangen werden, dass das SELOR eine wichtigere Rolle im Verfahren spielt; der von der Wallonischen Region bestimmte Ausschuss bleibt dennoch mit folgenden Aufgaben beauftragt: Entgegennahme der Kandidaturen, Entscheidung über die Zulässigkeit der Kandidaten, Anhörung der Kandidaten, Abgabe eines begründeten Gutachtens und Festlegung der Rangordnung der Kandidaten.

Aus den übereinstimmenden Meinungen der Verwaltung und der zu dieser Frage zu Rate gezogenen Juristen geht hervor, dass die Verwaltungsabteilung des Staatsrats wohl der Ansicht sein würde, dass das in der Wallonischen Region eingeführte Verfahren ebenfalls gegen Art. 87 des Gesetzes über institutionelle Reformen verstößt.

Im Sinne der guten Verwaltung hat die Wallonische Regierung in diesem Rahmen beschlossen, die bestehenden Regeln zu ändern.

Der ursprüngliche Zweck dieses Erlasses besteht darin, den vom Staatsrat in seinem Urteil Nr. 142.684 geäußerten Bemerkungen betreffend den Erlass der Regierung der französischen Gemeinschaft vom 27. März 2003 zur Einführung einer Mandatsregelung Rechnung zu tragen.

Um das Verfahren zur Ernennung der Mandatsträger als ordnungsmäßig zu betrachten, verlangt der Staatsrat:

- dass die Kandidaturen beim SELOR eingereicht werden;
- dass das SELOR an der Benennung der Mitglieder der Auswahlausschüsse beteiligt wird;
- dass das SELOR die Auswahl organisiert.

Das SELOR wird von nun an das ganze Auswahlverfahren verwalten und dafür verantwortlich sein, die Kandidaturen in Empfang zu nehmen, und die Auswahl zu treffen durch die Vermittlung eines Auswahlausschusses, dessen Mitglieder auch vom SELOR benannt werden.

Der Effizienz halber wird die auf föderaler Ebene angewandte Mechanik angenommen. Es handelt sich einerseits um einen EDV-gestützten Test für eine erste Wertung der Persönlichkeit und Fähigkeiten der Kandidaten und andererseits um eine mündliche Prüfung auf der Grundlage eines sgt. "test case", über das das SELOR verfügt. Für die 5 Kandidaten, die als am meisten geeignet geschätzt werden, wird die Auswahl mit einem Gespräch vervollständigt.

Der Entwurf zielt ebenfalls darauf ab, die Verfahren zu vereinfachen, die Anzahl der einem Mandat unterliegenden Stellen einzuschränken, eine enge Auswahl und wesentliche Begleitung der nicht einem Mandat unterliegenden Generalbeamten einzuführen, die Zielsetzung in Sachen Ausbildung besser zu bestimmen, aber auch den Dialog zwischen den leitenden Beamten und den funktionellen Ministern zu fördern.

Der Erlass betrifft die gesamten Generalbeamten, d.h. die Stellen in den Diensträngen A1, A2 und A3. Der gesamte Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ist auf diese Beamten anwendbar. Im Buch II des Kodex werden die spezifischen Regeln bestimmt und die angesichts dieser Bestimmungen erforderlichen Abweichungen festgelegt.

Das Managementzeugnis wird abgeschafft. Die Kosten in Verband mit der Organisation dieses vor jeglicher Benennung erforderlichen Zeugnisses sind angesichts der Anzahl Personen, die dieses Zeugnis erhalten könnten, zu hoch. Nun wird für alle leitenden Beamten eine obligatorische Ausbildung nach der Benennung erfordert.

Die Bewertung der Generalbeamten wird einem Bewertungskollegium anvertraut, das sich aus dem oder den funktionellen Ministern, die unmittelbar von der Arbeit des Beamten, der Gegenstand der Bewertung ist, betroffen sind, dem Minister des öffentlichen Dienstes und ggf. den Vorgesetzten des Beamten, der Gegenstand der Bewertung ist, zusammensetzt.

Die spezifische, für die Generalbeamten bestimmte Beschwerdekammer besteht weiterhin aus Personen, die eine Meinung von außen über die Akte geben können.

Die nach dem Einlegen des Einspruchs stattgefundene Bewertung wird von der Regierung endgültig verabschiedet.

Disziplinarstrafen, die einen Generalbeamten betreffen, werden von der Regierung verabschiedet. Die kraft des Buchs I des Kodex für die Bediensteten gültigen Garantien sind anwendbar.

Was die Mandatsregelung betrifft, wurde beschlossen, die Hauptzugangsbedingung, n.l. eine Berufserfahrung von 8 Jahren im öffentlichen Sektor, aufrechtzuerhalten, unter Vorbehalt einer näheren Bestimmung dieses Begriffs, der auf eine Erfahrung innerhalb Dienststellen in der Machtbefugnis der ausführenden Gewalt im strengen Sinn des Wortes abzielt. Darüber hinaus wurde die Erfahrung als Dienststellenleiter auf 2 Jahre heruntergebracht.

Die Bedingungen, denen die Kandidaten für ein Mandat genügen müssen, ermöglichen die Bewerbung einer Person, die kein Beamter ist, unter der Bedingung, dass sie über eine Erfahrung innerhalb einer ausführenden Gewalt in Belgien oder im Europäischen Wirtschaftsraum verfügt, einschließlich einer lokalen oder provincialen Behörde. Es kommt darauf an, über Kandidaten zu verfügen, die eine genügende Kenntnis der Realität im Verwaltungsleben sowie eine relevante nützliche Erfahrung in diesem Sektor haben.

Die neuen Mandate werden für eine Dauer von fünf Jahren zugeteilt. Eine Streuung des Anfangs der Mandate wird in der Zukunft stattfinden, anschließend an das Ausscheiden von bestimmten Mandatsträgern im Laufe der Ausübung ihres Mandats (Sterbefall, Rücktritt,...). Ein neuer Mandatsträger wird benannt, unabhängig davon, wann das Ausscheiden des vorigen Mandatsträgers stattfindet.

Jede Stelle muss für offen erklärt werden, außer wenn das Mandat des vorherigen Mandatsträgers verlängert wird, und Gegenstand einer Aufgabenbeschreibung sein.

Das SELOR wird mit dem Bewerbungsauftrag und der Entgegennahme der Kandidaturen beauftragt.

Für bestimmte Stellen, die eine direkte oder indirekte Teilnahme an der Ausübung der öffentlichen Gewalt voraussetzen, und die Wahrung der allgemeinen Interessen des Staates zum Gegenstand haben, kann eine Bedingung in Sachen Staatsangehörigkeit auferlegt werden.

Das SELOR wählt die Kandidaten durch die Vermittlung eines nicht spezialisierten Auswahl Ausschusses aus, dessen allgemeine Dienstordnung vom SELOR festgelegt wird. Die Tatsache, dass es in diesem Ausschuss keinen Sachverständigen im spezifischen Bereich des jeweils zu vergebenden Amtes gibt, beruht darauf, dass der Ausschuss im Hinblick auf optimale Effizienz so wenig wie möglich "mit variabler Geometrie" sein soll. Die von der Regierung ausgearbeitete Aufgabenbeschreibung ist ein wesentlicher Grundbestandteil für die Arbeit dieses Ausschusses. Eine bedeutende Vorarbeit muss also zum Zeitpunkt der Verfassung der Aufgabenbeschreibung stattfinden, um die Prüfung optimal vorzubereiten.

Die Mitglieder dieses Ausschusses werden vom SELOR bestimmt. Die Regierung ist jedoch berechtigt, ihre eventuellen Bemerkungen dem SELOR mitzuteilen.

Eine EDV-gestützte Prüfung und eine mündliche Prüfung werden für jedes zu vergebende Mandat organisiert. Das SELOR stellt eine Liste von höchstens 5 Kandidaten auf, die für die Ausübung des Amtes am meisten geeignet bewertet werden. Diese Personen werden von der Regierung angehört.

Was den Grad des Generalinspektors (A3) angeht, wurde beschlossen, die Stellen dieses Grads nicht mehr durch Mandat zu vergeben, sondern durch widerrufliche interne Beförderung.

Unter Vorbehalt durch Dekret verabschiedeter Ausnahmen für die Einrichtungen öffentlichen Interesses sind die Stellen im Grad des Generalinspektors nicht mehr direkt vom Mandatssystem betroffen.

Durch die Konzentrierung der Mandate auf hierarchisch höhere Stellen, d.h. diejenigen Stellen, die ihrem Inhaber eine gewisse Konzeptfreiheit erlauben, wird ermöglicht, dass jedes Regierungsmitglied sich für die Beziehungen mit jedem einzelnen Mandatsträger mehr einsetzt.

Die Mandatsträger verfügen ebenfalls über eine stabilere Beamtenbasis, auf die sie sich stützen können.

Es wird darauf hingewiesen, dass zum Zeitpunkt, an dem der vorliegende Erlass verabschiedet wird, kein Mandat für die Ausübung von Stellen des Dienststrangs A3 vergeben worden ist.

Die für Einrichtungen öffentlichen Interesses möglichen dekretalen Ausnahmen rechtfertigen die Tatsache, dass im Kodex mehrmals der Ausdruck "eine nicht einem Mandat unterliegende Stelle des Dienststrangs A3" vorkommt.

Darüber hinaus wird ein innovativer Mechanismus eingeführt, der darauf abzielt, auch auf diesem Niveau eine direkte und ständige Begleitung jedes Beamten zu gewährleisten:

— der Zugang zu den Stellen des Rangs A3 steht den gesamten Bediensteten der Stufe 1 offen, und die Kandidaten für eine Versetzung und für eine Beförderung stehen auf gleichem Fuß;

— für jede zu vergebende Stelle wird ein interner Auswahl Ausschuss vorgesehen. Dieser besteht aus den betroffenen Ministern und Spitzenbeamten;

— ein Zielsetzungsvertrag wird vorgesehen. Dieses Dokument wird sich in den Rahmen der operativen Pläne einfügen, die für ihre Vorgesetzten validiert werden, und die Grundlage der Bewertung des Generalinspektors bilden. Es handelt sich hier um ein Element, das auf die Erhöhung der Führungstragweite abzielt;

— es wird eine Bewährungsfrist ab der Benennung bis zur ersten Bewertung nach 2 Jahren vorgesehen;

— im Laufe der Karriere werden ebenfalls mehrere Bewertungen stattfinden und Zielsetzungsverträge auferlegt werden, wobei immer die Möglichkeit besteht, im Falle von aufeinanderfolgenden negativen Bewertungen den Grad des Generalinspektors zu verlieren;

— die Beförderung ist somit nicht mehr unwiderruflich, nämlich einerseits durch die Einführung der Bewährungsfrist und andererseits durch die Möglichkeit einer Zurückstufung in den Dienstgrad, über den der Bedienstete vor seiner Beförderung verfügte.

Der Ausschluss der Stellen des Dienstgrads A3 vom Mandatssystem sollte jedoch nicht vergessen lassen, dass diese Bediensteten Generalbeamten bleiben. Ihre hierarchische Stellung und das Wesen deren Bewertung und allgemeinen Begleitung rechtfertigen einen spezifischen Bewertungsausschuss und eine spezifische Beschwerdekammer.

Auf dem Gebiet der Rechtsetzungstechnik sei darauf hingewiesen, dass die vorübergehenden Maßnahmen nicht mehr in den Kodex eingefügt werden.

31. AUGUST 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, was die Generalbeamten angeht

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87 § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, insbesondere der Artikel 7, 45, 47, 48 und 52 und des Buchs II mit den Artikeln 332 bis 367;

Aufgrund des am 6. Februar 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Februar 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 27. April 2006 gegebenen Einverständnisses des föderalen Ministers der Pensionen;
 Aufgrund des am 10. März 2006 aufgestellten Protokolls Nr. 461 des Sektorenausschusses Nr. XVI;
 Aufgrund des am 28. Juni 2006 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 40.223/2;
 Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes;
 Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 7 - Die Generalbeamten sind die Bediensteten der Ränge A1, A2 und A3.»

Art. 2 - In Art. 45 desselben Erlasses wird der Wortlaut "die Generalbeamten" durch den Wortlaut "Die Generalbeamten nach Art. 339" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 47 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 4 - Artikel 48 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 48 - § 1 - Die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad ist die Ernennung in den nächsthöheren Dienstgrad innerhalb derselben Stufe wie der Stufe des Bediensteten.

Ein Bediensteter der Stufe 1 kann jedoch durch Aufsteigen im Dienstgrad in einen Grad des Dienstrangs A4 oder A3 befördert werden.

§ 2 - Die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in eine nicht einem Mandat unterliegende Stelle des Dienstrangs A3, in eine Stelle des Direktors oder eine Führungsstelle setzt voraus, dass diese Stelle vakant ist.

Die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad wird am ersten Tag des Monats nach der Ernennung wirksam. Wenn die Stelle am Tag der Ernennung jedoch noch besetzt ist, wird diese am ersten Tag des Monats nach demjenigen, in dem sie tatsächlich nicht mehr besetzt wird, wirksam.

§ 3. - Die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in eine andere Stelle als eine nicht einem Mandat unterliegende Stelle des Dienstrangs A3, als eine Stelle des Direktors oder als eine Führungsstelle, wird am ersten Tag jedes Kalenderquartals wirksam.»

Art. 5 - In Artikel 52 desselben Erlasses wird das Wort "acht" durch das Wort "sechs" ersetzt:

Art. 6 - Das Buch II desselben Erlasses mit den Artikeln 332 bis 367 wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«BUCH II — REGELUNG FÜR DIE GENERALBEAMTEN

TITEL I — *Auf alle Generalbeamten anwendbare Bestimmungen*

Art. 332 - Die Bestimmungen der Bücher I, III und IV sind auf die Generalbeamten anwendbar unter der Voraussetzung, dass das vorliegende Buch nicht von diesen Bestimmungen abweicht.

Art. 333 - Der Generalbeamte ist verpflichtet, binnen zwei Jahren ab dem Datum, an dem ihm die Stelle zuwiesen worden ist, an einer Ausbildung teilzunehmen.

Das allgemeine Ausbildungsangebot wird vom Minister des öffentlichen Dienstes auf Gutachten der in Art. 112 erwähnten Kommission der Programme aufgestellt.

Dem Generalbeamten, der die Ausbildung mit Erfolg beendet hat, wird ein Ausbildungszeugnis ausgehändigt, es sei denn, es ist ihm bereits früher ein Ausbildungszeugnis ausgehändigt worden.

Der Minister des öffentlichen Dienstes kann auf Gutachten des oder der hierarchischen Vorgesetzten und des oder der funktionellen Minister dem Generalbeamten, der über das Ausbildungszeugnis verfügt, eine zusätzliche Ausbildung auferlegen.

Art. 334 - § 1 - Die Generalbeamten werden von einem Kollegium bewertet, das sich wie folgt zusammensetzt:

1° der Minister des öffentlichen Dienstes oder sein Vertreter, der den Vorsitz führt;

2° der oder die betroffenen funktionellen Minister oder deren Vertreter;

3° ggf. der oder die hierarchischen Vorgesetzten des Generalbeamten.

§ 2 - Die Kandidatur eines Generalbeamten, der im Kollegium gesessen hat, ist für den nächstkommenden Bewerbungsauftrag für die von der Bewertung betroffene Stelle unzulässig.

Ein Generalbeamter kann sich verweigern, in dem Kollegium zu sitzen.

§ 3 - Dem Kollegium stehen ein Sekretär und ein stellvertretender Sekretär bei, die von der Regierung unter den Bediensteten der Stufe 1 der Dienststellen der Regierung benannt werden. Diese Bediensteten dürfen nicht die Bedingungen erfüllen, um sich um eine Stelle als Generalbeamten zu bewerben.

§ 4 - Ab dem Beginn des Verfahrens beantragt der Vorsitzende, dass ihm innerhalb des Monats ein begründeter Bericht übermittelt wird, und zwar seitens:

1° des Generalbeamten;

2° ggf. des direkten hierarchischen Vorgesetzten;

3° ggf. des Verwaltungsorgans, d.h., des Organs, das ungeachtet seiner Bezeichnung über alle Befugnisse verfügt, die zur Durchführung der Aufgaben oder des Gesellschaftszwecks der Einrichtung erforderlich sind;

4° des oder der funktionellen Minister, denen der bewertete Mandatsträger unterliegt.

Innerhalb des Monats nach Ablauf der Frist für die Übermittlung der oben erwähnten Berichte, hört das Bewertungskollegium unter Vorbehalt des Vorhandenseins einer Begründung jede als nützlich erachtete Person an. Das Kollegium stellt dem Generalbeamten seinen Bewertungsvorschlag binnen fünfzehn Tagen nach seiner Verabschiedung per bei der Post aufgegebenes Einschreiben zu.

Im Falle eines anders als günstig lautenden Bewertungsvorschlags muss der Generalbeamte vorher angehört werden. Er kann sich von einer Person seiner Wahl beistehen lassen.

§ 5 - Innerhalb fünfzehn Tagen nach der Zustellung durch den Vorsitzenden des Kollegiums des anders als günstig lautenden Bewertungsvorschlags kann der Generalbeamte bei der Beschwerdekammer für die Generalbeamten Einspruch einlegen und beantragen, dass er angehört wird.

Wird innerhalb der festgelegten Frist kein Einspruch eingelegt, so wird der Bewertungsvorschlag zur endgültigen Bewertung.

Der Vorsitzende stellt der Regierung, dem Generalbeamten und ggf. dem Verwaltungsorgan das Gutachten der Beschwerdekammer zu. Innerhalb eines Monats nach dem Eingang dieses Gutachtens wird die Bewertung von der Regierung genehmigt.

Art. 335 - § 1 - Für alle Dienststellen der Regierung und der Einrichtungen gibt es eine Beschwerdekammer für die Generalbeamten, die zuständig ist, um begründete Gutachten abzugeben zu allen Beschwerden über:

- 1° jeglichen Vorschlag einer Disziplinarstrafe;
- 2° jeglichen Vorschlag der einstweiligen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes, mit oder ohne Gehaltskürzung;
- 3° jeglichen Vorschlag einer anders als günstig lautenden Bewertung;
- 4° jeglichen Vorschlag der Entlassung wegen Berufsuntauglichkeit;
- 5° jeglichen Vorschlag in Sachen Urlaub, Zurdispositionsstellung und Abwesenheiten.

§ 2 - Die Beschwerdekammer für die Generalbeamten setzt sich zusammen aus:

1° dem Vorsitzenden der Berufungskammer der Dienststellen der Regierung und der Einrichtungen und einem stellvertretenden Vorsitzenden, der unter den stellvertretenden Vorsitzenden der Berufungskammer der Dienststellen der Regierung und der Einrichtungen gewählt wird; diese Person führt den Vorsitz;

2° drei effektiven Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die auf die Verwaltung der menschlichen Ressourcen spezialisiert sind und nicht dem Wallonischen öffentlichen Dienst angehören, und wovon mindestens ein Mitglied Universitätsprofessor ist.

Die Regierung benennt die Mitglieder der Kammer für einen erneuerbaren Zeitraum von vier Jahren.

Niemand darf in der Kammer sitzen, wenn er sich in einer Lage befindet, die seine Unparteilichkeit gefährden könnte.

§ 3 - Der Vorsitzende und die Mitglieder der Beschwerdekammer für die Generalbeamten haben Anspruch auf eine Anwesenheitszulage von 75 Euro pro halben Tag; diese ist an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden und wird in Übereinstimmung mit den in Art. 247 festgelegten Regeln indiziert.

§ 4 - Der Beschwerdekammer für die Generalbeamten stehen ein Schriftführer und ein stellvertretender Schriftführer bei, die von der Regierung unter den Bediensteten der Stufe 1 der Dienststellen der Regierung benannt werden. Diese Bediensteten dürfen nicht die Bedingungen erfüllen, um sich um eine Stelle als Generalbeamter zu bewerben.

Die allgemeine Dienstordnung der Kammer wird von der Regierung genehmigt.

§ 5 - Die Artikel 193 bis 200 sind auf die Beschwerdekammer für die Generalbeamten anwendbar. In Abweichung von Art. 200 gibt die Beschwerdekammer für die Generalbeamten ihr Gutachten für Disziplinarangelegenheiten binnen sechzig Tagen, nachdem sie befasst wurde, ab.

Art. 336 - § 1 - Das Disziplinarverfahren entgegen einem Generalbeamten des Dienstrangs A1 einer Dienststelle der Regierung wird von dem Minister-Präsidenten oder dem Minister des öffentlichen Dienstes eingeleitet und geführt.

Das Disziplinarverfahren entgegen einem Generalbeamten des Dienstrangs A2 oder A3 einer Dienststelle der Regierung wird von dem Minister des öffentlichen Dienstes, einem funktionellen Minister oder einem hierarchischen Vorgesetzten eingeleitet und geführt.

Das Disziplinarverfahren entgegen einem Generalbeamten einer Einrichtung wird von dem Minister des öffentlichen Dienstes, einem funktionellen Minister oder einem hierarchischen Vorgesetzten eingeleitet und geführt. Gegebenenfalls kann das Disziplinarverfahren ebenfalls vom Verwaltungsorgan eingeleitet und geführt werden.

§ 2 - Die in § 1 erwähnte Behörde schlägt eine Strafmaßnahme vor. Sie stellt ihren Vorschlag dem betroffenen Generalbeamten zu, und informiert die Mitglieder der Regierung und ggf. das Verwaltungsorgan darüber. Die Strafmaßnahme wird von der Regierung verabschiedet.

Art. 337 - Die Bediensteten der Ränge A2 und A3, denen nicht eine Stelle im Stellenplan zugewiesen wird, werden von der Regierung mit einer Aufgabe in Zusammenhang mit ihrem Dienstgrad, ihren Qualifikationen und ihrer Erfahrung beauftragt. Sie werden unter die Aufsicht der Regierung oder eines von ihr bestimmten Ministers gestellt.

Art. 338 - Im dienstlichen Interesse kann die Regierung einen Bediensteten des Rangs A2 oder A3 ohne Mandat, ob Inhaber eine Stelle des Stellenplans oder nicht, von einer Dienststelle der Regierung oder einer Einrichtung auf eine andere Dienststelle versetzen, oder von einer Dienststelle der Regierung auf eine Einrichtung oder umgekehrt von einer Einrichtung auf eine Dienststelle der Regierung versetzen. Gegebenenfalls ist das gleichlautende Gutachten des Verwaltungsorgans erforderlich.

TITEL II — Die Mandatsregelung

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Zugangsbedingungen

Art. 339 - Folgende Stellen werden gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Buches per Mandat zugeteilt:

- 1° innerhalb der Dienststellen der Regierung: die Stellen in den Diensträngen A1 und A2;
- 2° innerhalb der Einrichtungen im Sinne von Art. 1: die Stelle des im Rang höchsten Generalbeamten, es sei denn, das Dekret zur Gründung der betreffenden Einrichtung verfügt anders darüber.

Art. 340 - § 1 - Der Bewerber für ein Mandat muss zum Zeitpunkt der Offenerklärung der Stelle Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zur Stufe 1 eröffnet oder eine Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Aufstieg in die Stufe 1 oder eine gleichwertige Stufe bestanden haben, oder bereits ein Bediensteter der Stufe 1 der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung sein.

An diesem Datum muss er ebenfalls eine berufliche Erfahrung von acht Jahren in der Stufe 1 oder einer gleichwertigen Stufe nachweisen können, worunter 2 Jahre in der Stufe A4 oder einem gleichwertigen Dienstrang.

§ 2 - Als berufliche Erfahrung im Sinne von § 1 gelten die Leistungen als statutarischer oder vertraglicher Bediensteter bei den folgenden Institutionen:

1° jeder Institution, ob als getrennte juristische Person gebildet oder nicht, die der ausführenden Gewalt des Föderalstaats, einer Region, Gemeinschaft oder Gemeinschaftskommission unterliegt;

2° jeder Institution, die einer Provinz, einer Gemeinde, einem öffentlichen Sozialhilfzentrum, einer Gemeindevereinigung bzw. einer Vereinigung von Sozialhilfzentren, einer Gemeindeagglomeration oder -föderation angehört, sowie jeder Institution, die einer untergeordneten Einrichtung einer Provinz oder einer Gemeinde angehört;

- 3° jeder sonstigen Institution belgischen Rechts, die kollektiven Bedürfnissen allgemeinen oder lokalen Interesses entspricht und in deren Führung eine oder mehrere unter 1° und 2° angeführte Institutionen vorrangig vertreten sind;
- 4° jeder Institution, die den unter 1° bis 3° erwähnten Institutionen ähnlich ist:
- a) in einem Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums außer Belgien;
 - b) in der Schweiz.

Art. 341 - In Abweichung von Art. 19 darf niemand für ein Mandat benannt werden, wenn er nicht folgende Bedingungen erfüllt:

- 1° einer den Anforderungen des Amtes entsprechenden Führung sein;
- 2° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;
- 3° den Milizgesetzen genügen;
- 4° den Besitz der erforderlichen medizinischen Eignung für das auszuübende Amt nachweisen;
- 5° nicht Inhaber eines politischen Mandats sein, das für einen Bediensteten einen von Amts wegen gewährten politischen Urlaub von mehr als vier Tagen im Monat voraussetzt;
- 6° sich dazu verpflichten, keine Dienstbefreiungen oder nicht obligatorischen politischen Urlaube in Anwendung der Artikel 476 und 477 zu beantragen, die dem von Amts wegen gewährten politischen Urlaub hinzugezählt zu einer Überschreitung von insgesamt vier Werktagen Abwesenheit pro Monat führen würden.

KAPITEL II — Auswahl und Benennung

Abschnitt I — Vakanterklärung der Stellen und Aufgabenbeschreibungen

Art. 342 - § 1 - Jede per Mandat zu besetzende Stelle wird von der Regierung für offen erklärt.

Der Mandatsträger, dessen letzte Beurteilung nach Ablauf seines Mandats den Vermerk "günstig" erhält, kann jedoch von der Regierung in diesem Mandat beibehalten werden, ohne dass die Stelle für offen erklärt wird und unter Vorbehalt des Einverständnisses des Mandatsträgers.

Für die erste Zuteilung einer einem Mandat unterliegenden Stelle kann die Regierung, ohne dass eine Vakanterklärung stattfindet, denjenigen Bediensteten als Mandatsträger benennen, der am Datum des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 durch Mandat für das zu vergebende Amt ernannt ist, unter Vorbehalt des Einverständnisses des Bediensteten.

§ 2 - Für jede durch Mandat zu besetzende Stelle erstellt die Regierung auf gemeinsamen Vorschlag des oder der funktionellen Minister und gegebenenfalls auf Vorschlag des betroffenen Verwaltungsorgans und nach Begutachtung durch den Minister des öffentlichen Dienstes und des Ministers des Haushalts eine Aufgabenbeschreibung.

Für jede durch Mandat zu besetzende Stelle innerhalb einer einem Geschäftsführungsvertrag unterworfenen Einrichtung fügt sich die Aufgabenbeschreibung in den Rahmen des laufenden Vertrags ein.

§ 3 - Die Aufgabenbeschreibung enthält folgende Elemente:

- 1° die Funktionsbeschreibung und das Kompetenzprofil für die zu besetzende Stelle;
- 2° die für die verschiedenen Aufgaben zu erreichenden politischen Zielsetzungen, insbesondere auf der Grundlage der regionalpolitischen Erklärung;
- 3° die zugeteilten Haushaltsmittel und zur Verfügung gestellten menschlichen Ressourcen;
- 4° die Vollmachtserteilungen.

Art. 343 - Das SELOR erlässt den vom Minister des öffentlichen Dienstes auf Gutachten des oder der funktionellen Minister und auf gleichlautendes Gutachten des SELOR aufgestellten Aufruf an die Bewerber. Dieser Bewerbungsauf-ruf wird im *Belgischen Staatsblatt* und in mindestens zwei Tageszeitungen in französischer Sprache veröffentlicht. Im Bewerberaufruf wird erwähnt, dass es sich um eine für Belgier vorbehaltene Stelle handelt; der Bewerberaufruf enthält mindestens eine sich auf jede Stelle beziehende Synthese der Aufgabenbeschreibung und gibt die Dienststelle an, bei der eine vollständige Fassung erhalten werden kann.

Die Bewerbungsfrist beträgt mindestens 30 Tage ab dem Tag der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Die Bewerbungen werden per an das SELOR gerichtetes Einschreiben eingereicht; sie umfassen:

- 1° ein Curriculum Vitae, das eine Darlegung der Zeugnisse und Verdienste unter Beifügung der Bescheinigungen bezüglich der verlangten Berufserfahrung und ggf. eine Abschrift des oder der Diplome enthält;
- 2° ein Motivationsschreiben für jede beworbene Stelle, in der insbesondere dargelegt wird, wie der Bewerber die Ausübung seines Mandats in Aussicht nimmt.

Abschnitt II — Auswahl und Benennung

Art. 344 - § 1 - Die Auswahl der Kandidaten findet durch die Vermittlung des SELOR statt.

§ 2 - Es gibt einen Auswahlausschuss, der sich aus folgenden Personen zusammensetzt:

1° dem geschäftsführenden Verwalter des SELOR oder dessen Stellvertreter, der von Rechts wegen Mitglied des Ausschusses ist und den Vorsitz führt;

2° a) einem Mitglied des Dienstrangs A2 mindestens oder eines gleichwertigen Dienstrangs in einer Institution im Sinne von Art. 340 § 2, 1°, die nicht die Region ist, oder einer Einrichtung, wenn es sich um die Vergabe einer Stelle als Generalsekretär oder im Dienstgrad höchster leitender Generalbeamter einer Einrichtung handelt;

b) dem Generalsekretär oder dem im Dienstgrad höchsten Generalbeamten der Einrichtung, von der die zu vergebende Stelle abhängt, wenn es sich darum handelt, eine andere Stelle zu vergeben als die des Generalsekretärs oder des im Dienstgrad höchsten Generalbeamten einer Einrichtung;

3° einem Bediensteten des Dienstrangs A2 mindestens oder eines gleichwertigen Dienstrangs innerhalb einer in Art. 340 § 2 1° erwähnten Institution, die nicht die Wallonische Region oder eine Einrichtung ist;

4° zwei Sachverständigen, d.h. Personen, die angesichts ihrer Zeugnisse oder Erfahrung über Kompetenzen in einem der folgenden Bereiche verfügen: öffentlicher Dienst, Kompetenzenverwaltung, Humanwissenschaften.

Die Bediensteten nach Absatz 1, 2°, a, und 3° und die Sachverständigen nach Absatz 1, 4° werden für einen erneuerbaren Zeitraum von 4 Jahren benannt.

Der Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region und der Generalsekretär des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen ersetzen einander in der ihnen kraft Absatz 1, 2°, b zufallenden Rolle und der Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region ersetzt den im Dienstgrad höchsten Generalbeamten der Einrichtung in der ihm kraft Absatz 1, 2°, b zufallenden Rolle.

Darüber hinaus wird für jeden der Bediensteten und Sachverständigen nach Absatz 1, 1, 2°, a, 3° und 4° unter Einhaltung derselben Modalitäten ein stellvertretendes Mitglied benannt.

§ 3. Das SELOR bestimmt die Bediensteten und Sachverständigen, die Mitglieder des Auswahlausschusses sind, und teilt die Liste dieser Mitglieder dem Minister des öffentlichen Dienstes mit. Dieser informiert unverzüglich die anderen Mitglieder der Regierung, die über eine Frist von sieben Werktagen verfügen, um ihm ggf. ihre Einwände zukommen zu lassen. Gibt es Einwände, so unterbreitet der Minister des öffentlichen Dienstes die Liste der Regierung, zwecks Beschlussfassung.

Das SELOR beantwortet diese Einwände mit einem begründeten Vorschlag zur Beibehaltung oder zum Ersatz des Mitglieds, das Gegenstand eines Einwands ist.

§ 4. Die Eigenschaft als Mitglied des Auswahlausschusses ist mit derjenigen als Mitglied einer Regierung, Mitglied einer parlamentarischen Versammlung, eines in Art. 485 und 486 erwähnten Organs oder Parlamentsattaché nicht vereinbar.

Der Verlust der Eigenschaft, aufgrund deren ein Mitglied des Ausschusses benannt wurde, zieht den Verlust der Eigenschaft als Mitglied des Ausschusses mit sich.

Niemand darf in einem Ausschuss tagen, wenn er sich in einer Lage befindet, die seine Unparteilichkeit gefährden könnte.

§ 5. Das SELOR erstellt die allgemeine Dienstordnung des Auswahlausschusses, die insbesondere Folgendes vorsieht:

1° die Beschlüsse des Ausschusses werden durch geheime Abstimmung gefasst;

2° bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Ausschussvorsitzenden ausschlaggebend;

3° das SELOR benennt einen Sekretär und stellvertretenden Sekretär des Ausschusses; weder der eine noch der andere haben weder eine beschließende noch beratende Stimme.

Die allgemeine Dienstordnung des Ausschusses wird von der Regierung genehmigt.

Art. 345 - § 1 - Die Bewerbungen, die das SELOR aufgrund der Artikel 340, 341 und 342 § 2 für zulässig erklärt, werden dem Auswahlausschuss übermittelt.

§ 2. Die für zulässig erklärten Kandidaten legen vor dem Auswahlausschuss eine mündliche Prüfung ab, die auf einem praktischen Fall betreffend die zu vergebende Stelle beruht. Ziel dieser Prüfung ist es, sowohl die für die Stelle spezifischen Kompetenzen als auch die zur Ausübung eines Führungsamtes erforderlichen Fähigkeiten zu bewerten.

Der mündlichen Prüfung gehen vom SELOR organisierte EDV-gestützte Tests vor, die darauf abzielen, die Fähigkeiten der Kandidaten in Sachen Verwaltung und Organisation und ihre Persönlichkeit zu erfassen. Am Abschluss der mündlichen Prüfung werden die bei den Tests erhaltenen Ergebnisse dem Ausschuss mitgeteilt, der alleine die Ergebnisse beurteilt und bewertet.

§ 3 - Am Abschluss der Tests und der Prüfung nach § 2 und eines Vergleichs der Zeugnisse und Verdienste der Kandidaten nimmt der Auswahlausschuss höchstens 5 Kandidaten in die engere Wahl.

Das SELOR stellt jedem Kandidaten per bei der Post aufgegebenes Schreiben das ihn betreffende begründete Gutachten sowie die Liste mit dem oder den in die engere Wahl genommenen Kandidaten zu.

Das SELOR übermittelt dem Minister des öffentlichen Dienstes die Liste mit dem oder den in die engere Wahl genommenen Kandidaten und das begründete Gutachten über jeden Kandidaten.

§ 4 - Die Mandatsträger werden von der Regierung unter den Kandidaten benannt, die in die engere Wahl genommen wurden, im Anschluss an ein zusätzliches Gespräch über ihre spezifischen Kompetenzen, relationalen Fähigkeiten und Führungsfertigkeiten.

Über jedes Gespräch wird ein Bericht verfasst, der dem Kandidaten zugestellt wird, damit er ggf. seine Bemerkungen binnen 15 Jahren nach dieser Zustellung mitteilen kann.

Die Benennung wird am ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem sie stattgefunden hat, wirksam.

Art. 346 - Innerhalb von drei Monaten ab der Zuteilung des Mandats übermittelt der Mandatsträger der Regierung zur Genehmigung einen operativen Planentwurf, der die Beschreibung folgender Elemente enthält:

1° die Durchführung innerhalb von 27 Monaten, und unter Berücksichtigung der zugeteilten Haushaltsmittel und menschlichen Ressourcen, der konkreten, sich aus den strategischen und operativen Zielen ergebenden Leistungen, die der Aufgabenbeschreibung genügen;

2° die Verteilung der Haushaltsmittel und menschlichen Ressourcen, die zur Durchführung der in 1° erwähnten Dienstleistungen erforderlich sind;

3° den Inhalt der in Art. 333 erwähnten Ausbildung.

Bevor der Plan der Regierung zur Genehmigung unterbreitet wird, wird er gegebenenfalls nach Begutachtung durch das Verwaltungsorgan zwischen dem Mandatsträger und dem oder den funktionellen Ministern ausgehandelt.

Bei Unstimmigkeit zwischen der Regierung und dem Mandatsträger über den Inhalt des operativen Planentwurfs wird dem Mandat gegebenenfalls nach Begutachtung durch das Verwaltungsorgan unverzüglich ein Ende gesetzt.

Art. 347 - Wenn die in Artikel 342 § 3 2°, 3 und 4° erwähnten Elemente der Aufgabenbeschreibung geändert werden, wird der operative Plan gemäß dem in Artikel 345 erwähnten Verfahren revidiert.

Wenn die Bewertung des Mandatsträgers gemäß Artikel 354 stattgefunden hat, kann der operative Plan auf Anfrage der Regierung gemäß dem in Art. 345 erwähnten Verfahren revidiert werden.

Der Mandatsträger kann beantragen, dass der operative Plan revidiert wird, wenn die zugeteilten Haushaltsmittel und menschlichen Ressourcen oder anderen wesentlichen Elemente der Aufgabenbeschreibung geändert werden. Diese Revision des Plans erfolgt gemäß dem in Artikel 345 vorgesehenen Verfahren.

KAPITEL III — *Dauer des Mandats*

Art. 348 - Die Mandate werden für eine Dauer von fünf Jahren zugeteilt. Der Mandatsträger übt sein Amt jedoch bis zur Benennung seines Nachfolgers weiter aus.

Art. 349 - § 1 - Das Mandat endet in folgenden Fällen vorzeitig:

- 1° freiwilliger Rücktritt des Mandatsträgers;
- 2° Eintreten eines in Artikel 23 des Königlichen Erlasses zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze erwähnten Ereignisses, das für einen Bediensteten den Verlust seiner Eigenschaft als Bediensteter nach sich zieht;
- 3° endgültige Disziplinarstrafe durch Entlassung von Amts wegen oder durch Abberufung;
- 4° von der Regierung genehmigte ungünstige Bewertung im Laufe des Mandats;
- 5° Versetzung in den Ruhestand;
- 6° Inanspruchnahme eines von Amts wegen gewährten politischen Urlaubs von mehr als vier Tagen im Monat;
- 7° Inanspruchnahme von Dienstbefreiungen oder nicht obligatorischen politischen Urlauben, die zu dem von Amts wegen gewährten politischen Urlaub hinzugezählt zu einer Überschreitung von insgesamt vier Werktagen Abwesenheit pro Monat führen, in Anwendung der Regelung bezüglich des politischen Urlaubs;
- 8° Anwendung von Artikel 346 Absatz 3

Außerdem kann die Regierung dem Mandat wegen Krankheit von einer zusammengezählten Dauer von mindestens sechs Monaten während des laufenden Mandats ein Ende setzen.

Jedes Rücktrittsangebot muss eine Kündigungsfrist von drei Monaten voraussetzen, außer im Falle einer kürzeren Dauer, die im gegenseitigem Einvernehmen bestimmt wird.

§ 2 - Die Benennung eines neuen Mandatsträgers erfolgt durch die Benennung eines anderen, für geeignet erklärten Bewerbers, und zwar entweder bei dem vorherigen Bewerbungsaufruf zu diesem Mandat unter Vorbehalt einer neuen Überprüfung der Zulässigkeitsbedingungen, oder infolge eines neuen Bewerbungsaufrufs.

Art. 350 - § 1 - Auf gemeinsamen Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes und des oder der funktionellen Minister kann die Regierung in den nachstehenden Fällen einen Bediensteten desselben Stellenplans zur Ausübung von höheren Funktionen für einen erneuerbaren Zeitraum von höchstens zwölf Monaten benennen:

- 1° Abwesenheit des Mandatsträgers seit mehr als zwei Monaten;
- 2° vorhersehbare Abwesenheit des Mandatsträgers für einen Zeitraum von mindestens zwei Monaten;
- 3° Ende des Mandats in Erwartung der Benennung eines neuen Mandatsträgers.

Jeder Bedienstete, der zur Ausübung von höheren Funktionen benannt wird, muss die in den Artikeln 340 und 341 erwähnten Bedingungen erfüllen.

§ 2 - Im Falle der Benennung eines Mandatsträgers zur Ausübung der höheren Funktionen wird das Mandat für die gesamte Dauer der höheren Funktionen ausgesetzt.

Der zur Ausübung der höheren Funktionen benannte Mandatsträger behält seine Entlohnung als Mandatsträger.

KAPITEL IV — *Verwaltungs- und Besoldungslage**Abschnitt I — Ausübung des Mandats*

Art. 351 - Das Mandat wird im Rahmen eines zeitweiligen statutarischen Verhältnisses ausgeübt. Es gibt keinen Anspruch auf endgültige Ernennung zu dem Amt, das es verleiht.

Der Mandatsträger übt sein Mandat als Vollzeitbeschäftigung aus.

Art. 352 - Während der Dauer des Mandats kann der Mandatsträger:

- 1° keinen Urlaub für die Unterbrechung der Berufslaufbahn erhalten, mit Ausnahme des Elternschaftsurlaubs, der Laufbahnunterbrechung für Palliativpflege und der Laufbahnunterbrechung zur Unterstützung oder Pflege eines schwerkranken Haushalts- oder Familienmitglieds bis zum zweiten Grad, das eine schwere Krankheit erleidet;
- 2° keinen Urlaub für die Ausübung einer Funktion in einem in den Artikeln 485 und 486 erwähnten Organ erhalten;
- 3° keine Genehmigung für die Ausübung seiner Funktionen durch verkürzte Dienstleistungen aus persönlichen oder aus sozialen oder familiären Gründen erhalten;
- 4° keinen Anspruch auf einen Urlaub zur Ausübung einer Tätigkeit bei einer anerkannten politischen Partei erhalten;
- 5° keinen Anspruch auf einen anderen Missionsurlaub erhalten als denjenigen, der ihm für die Ausübung eines Mandats im Sinne des vorliegenden Erlasses gewährt wird;
- 6° kein vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit erhalten;
- 7° keinen Urlaub zur Absolvierung einer Probezeit erhalten;
- 8° die freiwillige Viertageweche nicht in Anspruch nehmen;
- 9° keinen Urlaub erhalten, um dem König oder den Prinzen und Prinzessinnen von Belgien zur Verfügung gestellt zu werden;
- 10° nicht aus persönlichen Gründen zur Disposition gestellt werden.

Art. 353 - Der Bedienstete, der zum Zeitpunkt seiner Benennung zu einem Mandat innerhalb der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung endgültig ernannt ist, wird während der Dauer des Mandats in seiner ursprünglichen Stelle von Amts wegen für eine Mission allgemeinen Interesses beurlaubt.

Art. 354 - Der Mandatsträger muss für die Kosten für die ihm auferlegten Ausbildungen aufkommen. Bei Erfolg werden ihm diese zurückerstattet.

Abschnitt II — Entlohnung

Art. 355 - Jeder Mandatsträger hat Anspruch auf die dem Dienstgrad der von ihm ausgeübten Funktion entsprechende Gehaltsstufe, die um einen an den Leitindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebundenen und gemäß den in Artikel 247 festgelegten Regeln an den Index gebundenen Betrag von 8.510 Euro erhöht wird.

Der Mandatsträger, der sein Amt bis zur Benennung seines Nachfolgers weiter ausübt, hat Anspruch auf die dem Dienstgrad der von ihm ausgeübten Funktion entsprechende Gehaltsstufe, die um einen an den Leitindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebundenen und gemäß den in Artikel 247 festgelegten Regeln an den Index gebundenen Betrag von 4.255 Euro erhöht wird.

KAPITEL V — Bewertung

Art. 356 - Die Bewertung der Mandatsträger findet in der Hälfte des Mandats und am Ende des Mandats statt.

Die Bewertung bezieht sich auf den Stand der Verwirklichung der Ziele und auf die konkreten, sich aus den strategischen und operativen Zielen ergebenden Leistungen, die der Aufgabenbeschreibung oder dem operativen Plan entsprechen.

Die Regierung kann beschließen, dass eine zusätzliche Bewertung für einen Mandatsträger durchgeführt werden muss, wenn besondere, mit dem Verhalten des Mandatsträgers verbundene Gründe es rechtfertigen.

Art. 357 - Das Bewertungsverfahren beginnt am ersten Tag des siebenundzwanzigsten Monats und des fünfundfünfzigsten Monats ab dem Beginn des Mandats oder, im Falle des in Artikel 356, Absatz 3 erwähnten besonderen Umstands am Tag des an den Vorsitzenden des Bewertungsausschusses gerichteten Antrags.

Art. 358 - Die Bewertung ist Gegenstand eines der nachstehenden Vermerke:

1° "günstig": wenn die in dem operativen Plan enthaltenen strategischen und operativen Ziele entweder vollständig und innerhalb der vorgesehenen Fristen quantitativ und qualitativ erreicht wurden oder nicht vollständig bzw. nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen qualitativ und quantitativ erreicht wurden, wenn der Mandatsträger den Nachweis erbringt, dass diese Situation auf unvorhersehbare oder von ihm völlig unabhängige Umstände zurückzuführen ist.

2° "vorbehaltlich": wenn die in dem operativen Plan enthaltenen strategischen und operativen Ziele quantitativ und qualitativ nur teilweise erreicht wurden;

3° "ungünstig": wenn die in dem operativen Plan enthaltenen strategischen und operativen Ziele quantitativ und qualitativ global gesehen nicht erreicht wurden, sodass die Durchführung des Plans gefährdet ist.

Art. 359 - Der Mandatsträger, dem eine günstige Bewertung zugeteilt wird, übt sein laufendes Mandat weiter aus.

Im Falle der Zuteilung einer vorbehaltlichen Bewertung im Laufe des Mandats:

1° wird innerhalb der neun bis zwölf darauffolgenden Monate eine neue Bewertung durchgeführt, die zu der Zuteilung eines günstigen oder ungünstigen Vermerks führt;

2° kann die Regierung den operativen Plan anpassen.

Art. 360 - § 1 - Der frühere Mandatsträger, der eine günstige Bewertung erhalten hat und der nicht für ein neues Mandat benannt wird, hat Anspruch auf einen bezahlten Urlaub von drei Wochen, wobei die Entlohnung diejenige ist, die während der Ausübung des Mandats bezogen wurde.

Die günstige Bewertung am Ende des Mandats gilt als neue günstige Bewertung im Dienstgrad, in dem der Bedienstete endgültig ernannt ist.

Dem früheren Mandatsträger, der weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch Anspruch auf irgendwelchen Urlaub hat, der ihm ermöglicht, wieder in seine vorhergehende Stelle eingesetzt zu werden, und der eine günstige Bewertung erhalten hat und nicht für ein neues Mandat benannt wird, schlägt die Regierung einen Sachverständigenvertrag vor, der mit einer der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung abzuschließen ist. Gegebenenfalls ist das gleichlautende Gutachten des Verwaltungsorgans erforderlich. In dem Vertrag werden der Pool sowie die Aufgabe in Verbindung mit seinen Qualifikationen und seiner Erfahrung angegeben. Er wird von der Regierung unter die Aufsicht eines Bediensteten gestellt, dessen Dienstgrad mindestens dem Rang A3 entspricht.

§ 2 - In Abweichung von den Artikeln 340 und 341 ist der frühere Mandatsträger, dessen letzte Bewertung nach Ablauf seines Mandats den Vermerk "vorbehaltlich" erhält, während einer Dauer von fünf Jahren ab dem Ende seines Mandats für eine Bewerbung zu demselben Mandat oder zu einem Mandat eines höheren Dienststrangs nicht zulässig.

Er wird nach sechs Monaten in dem Dienstgrad bewertet, in dem er endgültig ernannt ist.

§ 3 - Der frühere Mandatsträger, der eine ungünstige Bewertung erhalten hat, ist während einer Dauer von fünf Jahren ab dem Ende seines Mandats für eine Bewerbung zu einem Mandat nicht zulässig.

Er wird nach sechs Monaten in dem Dienstgrad bewertet, in dem er endgültig ernannt ist.

§ 4 - Der Bedienstete des Ranges A4, A5 oder A6, früherer Mandatsträger, dessen Mandat nicht erneuert wird und der nicht wieder in seine Stelle eingesetzt wird, wird von der Regierung mit einer Aufgabe im Verhältnis zu seinem Dienstgrad, seiner Erfahrung und seinen Qualifikationen beauftragt und von ihr unter die Aufsicht eines Bediensteten des Ranges A1, A2 oder A3 gestellt, solange ihm keine andere Stelle seines Dienstgrades gemäß Artikel 444 zugewiesen werden kann.

TITEL III — Bestimmungen, die auf Generalbeamte anwendbar sind, die nicht der Mandatsregelung unterliegen

Art. 361 - Der Bedienstete der Stufe 1 der folgende Bedingungen erfüllt, kann durch Beförderung durch Aufstieg in Dienstgrad in den Grad des Ranges A3 befördert werden:

1° ein Dienstalter von acht Jahren in dieser Stufe aufweisen;

2° den Nachweis einer günstigen Bewertung erbringen;

3° nicht Gegenstand einer endgültigen und nicht gestrichenen Disziplinarstrafe sein;

Art. 362 - Eine nicht einem Mandat unterliegende, für offen erklärte Stelle in einem Dienstgrad des Ranges A3 wird aufeinanderfolgend besetzt durch:

1° Versetzung, Beförderung oder Wiedereinsetzung auf Antrag eines Bediensteten der Dienststellen der Regierung, wenn es sich um eine Stelle der Dienststellen der Regierung handelt, oder eines Bediensteten der Einrichtung, wenn es sich um eine Stelle einer Einrichtung handelt;

2° Versetzung eines anderen, dem vorliegenden Kodex unterliegenden Bediensteten, als dem in Punkt 1° erwähnten Bediensteten, oder Integration eines Bediensteten aus jeder Institution, die der ausführenden Gewalt des Föderalstaats, einer Region, Gemeinschaft oder Gemeinschaftskommission unterliegt.

Art. 363 - § 1 - Das Verfahren zum Bewerbungsaufruf wird gemäß den Absätzen 2 bis 7 festgelegt.

Die Bedingungen müssen ab dem Tag, an dem die Stelle für offen erklärt wird, bis zu deren Zuweisung erfüllt sein.

Der Bewerbungsaufruf wird im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht. Er enthält das Funktionsprofil und die Auswahl- und Rangordnungskriterien.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit gelten folgende Bestimmungen:

1° der Bewerber, der sich für mehrere Stellen bewirbt, gibt seine Vorzüge in absteigender Reihenfolge und in arabischen Ziffern an;

2° jede Bewerbung wird begründet und enthält eine Darlegung, wie der Bewerber die Ausübung seines Mandats in Aussicht nimmt.

3° die Bewerbung(en) wird(werden) unter Beifügung eines Curriculum Vitae, das dem in der Anlage VI angeführten Muster entspricht, innerhalb von einundzwanzig Tagen ab der Veröffentlichung des Bewerbungsaufrufs per Einschreiben bei der Post eingereicht.

§ 2 - Der Vorsitz des Auswahlausschusses wird von dem Minister des öffentlichen Dienstes oder von dessen Beauftragten geführt und setzt sich außer aus dem oder den funktionellen Ministern oder deren Beauftragten aus dem oder den Generalbeamten zusammen, von denen die zu vergebende Stelle abhängt.

§ 3 - Der Auswahlausschuss erstellt einen vorläufigen Vorschlag zur einzigen Einstufung der Bewerber für die Zuweisung der Stelle in Anwendung der Punkte 1° und 2° des Artikels 362. Der Vorschlag wird begründet und den Bewerbern zugestellt.

Jeder Bewerber kann innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Zustellung seine Bemerkungen geltend machen oder eine Beschwerde beim Vorsitzenden des Auswahlausschusses einreichen. Der Auswahlausschuss befindet über die Beschwerde innerhalb zwei Monaten ab deren Eingang, nachdem er den Beschwerdeführer angehört hat, wenn dieser dies gewünscht hat. Der Beschwerdeführer ist berechtigt, sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen zu lassen.

Der begründete Beschluss des Auswahlausschusses über die Bemerkungen oder die Beschwerde wird dem Bewerber zugestellt, der eine Beschwerde eingereicht oder seine Bemerkungen geltend gemacht hat.

Im Falle einer Änderung der ersten vorläufigen einzigen Einstufung wird allen Bewerbern ein endgültiger begründeter einziger Einstufungsvorschlag zugestellt.

§ 4 - Die Zuweisung der nicht einem Mandat unterliegenden Stellen des Ranges A3 wird von der Regierung beschlossen. Bevor die Regierung von dem Vorschlag des Auswahlausschusses abweicht, schlägt sie den besser eingestuften Bewerbern per Einschreiben bei der Post vor, vom Minister des öffentlichen Dienstes und dem oder den funktionellen Ministern angehört zu werden. Der Beschwerdeführer ist berechtigt, sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen zu lassen.

Art. 364 - Innerhalb von drei Monaten ab der Zuweisung der Stelle wird ein Zielsetzungsvertrag zwischen dem Generalbeamten des Ranges A3 und seinem direkten hierarchischen Vorgesetzten ausfertigt.

Die Zielsetzungen des Vertrags fügen sich in den Rahmen des operativen Plans des direkten hierarchischen Vorgesetzten, der regionalpolitischen Erklärung und gegebenenfalls des Geschäftsführungsvertrags ein.

Der Zielsetzungsvertrag wird neu überprüft und gegebenenfalls innerhalb von drei Monaten ab jeder Änderung des operativen Plans angepasst.

Die Zielsetzungsverträge und ihre Änderungen werden von dem oder den funktionellen Ministern genehmigt.

Art. 365 - Auf die Zuweisung der Stelle folgt eine Bewährungsperiode, nach deren Abschluss und im Falle einer ungünstigen Bewertung der versetzte Bedienstete seine vorherige Stelle wiedererhält, der beförderte Bedienstete in seinen vorigen Dienstgrad zurückgestuft wird und der integrierte Bedienstete wegen Berufsuntauglichkeit unter Vorbehalt einer Kündigungsfrist von drei Monaten, außer im Falle einer schweren Verfehlung, gekündigt wird.

Die Bewährungsperiode dauert zwei Jahre. Für den versetzten Bediensteten dauert sie jedoch ein Jahr. Artikel 335 § 5 ist auf die Bewertung der Bewährungsperiode anwendbar.

Die vorher von einem versetzten oder beförderten Bediensteten des Ranges A3 besetzte Stelle kann nicht für offen erklärt werden, bevor die Bewertung der Bewährungsperiode endgültig ist.

Art. 366 - § 1 - Die Bewertung des Generalbeamten des Ranges A3 bezieht sich auf:

1° die Durchführung der in Artikel 364 erwähnten Zielsetzungen;

2° den erfolgreichen Abschluss der ihm auferlegten Ausbildungen;

3° die in Artikel 141, § 2 erwähnten Elemente.

Art. 367 - Zwei aufeinanderfolgende ungünstige Bewertungen haben eine Zurückstufung wegen Berufsuntauglichkeit in den Dienstgrad, dessen der Bedienstete vor seiner Beförderung Inhaber war, zur Folge. Die Zurückstufung wird von der Regierung festgestellt.

Der wegen Berufsuntauglichkeit zurückgestufte Bedienstete kann sich während einer Dauer von fünf Jahren ab der Zurückstufung nicht für eine Stelle als Generalbeamter bewerben.»

Art. 7 - Der Bedienstete, der endgültig für eine einem Mandat unterliegende Stelle ernannt wird, bleibt im Amt, bis eine Person zur Ausübung durch Mandat der von ihm besetzten Stelle benannt wird.

Art. 8 - In Erwartung der ersten Zuweisung einer einem Mandat unterliegenden Stelle kann die Regierung auf gemeinsamen Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes und des oder der funktionellen Minister einen Bediensteten benennen, um die höheren Funktionen für einen erneuerbaren Zeitraum von höchstens zwölf Monaten auszuüben.

Art. 9 - In Abweichung von Artikel 348 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 laufen die vor dem 1. Mai 2004 zugewiesenen Mandate der Ränge A1 und A2 am 31. März 2007 ab.

In Abweichung von Artikel 348 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 findet die Bewertung der vor dem 1. Mai 2004 benannten Mandatsträger der Ränge A1 und A2 zwischen dem 1. November 2006 und dem 31. Januar 2007 nach den zum Zeitpunkt der Bewertung bestehenden Regeln statt.

Art. 10 - Die Zielsetzungsverträge der amtierenden Generalbeamten des Ranges A3 werden innerhalb von vier Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ausgefertigt und genehmigt. Diese Generalbeamten onderlijen nicht der in Artikel 333 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 erwähnten Ausbildungspflicht.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 334, 335 und 356 bis 359, die spätestens am 1. November 2006 in Kraft treten, und des Artikels 333, der an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft tritt.

Art. 12 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 31. August 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 3612

[2006/202952]

31 AUGUSTUS 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wat betreft de ambtenaren-generaal

VERSLAG AAN DE WAALSE REGERING

Bij besluit van 25 maart 2005 nr. 142.684 vernietigt de Raad van State het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2003 tot instelling van een mandatenregeling.

De Raad van State wijst op een schending van artikel 87, § 2, van de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Dat artikel bepaalt: « *Iedere Regering stelt de personeelsformatie vast van haar administratie en doet de benoemingen. Dit personeel wordt aangeworven door bemiddeling van het Vast Secretariaat voor werving van het Rijkspersoneel.* »

In het Waalse Gewest kan ervan uitgegaan worden dat SELOR een grotere rol speelt in de procedure, maar blijft dat de door de Waalse Regering aangewezen Commissie de kandidaatstellingen in ontvangst neemt, over de ontvankelijkheid van de kandidaten beslist, ze hoort, een met redenen omkleed advies uitbrengt en de kandidaten rangschikt.

Uit gelijklopende adviezen van het bestuur en juristen die over die aangelegenheid zijn geraadpleegd blijkt dat de afdeling administratie van de Raad van State ervan uit zou moeten gaan dat het door het Waalse Gewest ingezette proces eveneens een schending vormt van artikel 87 van de wet tot hervorming der instellingen.

In die context heeft de Waalse Regering met het oog op een zorgvuldig beheer beslist de bestaande regels te wijzigen.

Dit besluit strekt er eerst toe als antwoord te dienen op de opmerkingen die de Raad van State geformuleerd heeft in zijn besluit nr. 142.684 betreffende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2003 tot instelling van een mandatenregeling.

Kort samengevat eist de Raad van State om de aanwijzingsprocedure van de mandatarissen volgens de regels te laten verlopen :

- dat de kandidaatstellingen bij SELOR worden ingediend;
- dat de tussenkomst van SELOR nodig is om de leden van de selectiecommissies aan te wijzen;
- dat SELOR de selectie organiseert.

Nu SELOR de gehele selectieprocedure beheert, is hij verantwoordelijk voor de inzameling van de kandidaatstellingen en voor de selectie, via een selectiecommissie wier leden hij aanstelt.

De werkingsprocedure van de federale overheid wordt overgenomen voor meer doeltreffendheid. Het betreft enerzijds een geïnformateerde test om een eerste benadering te krijgen van de persoonlijkheid en de bekwaamheden en anderzijds een mondelinge proef op basis van een test case waarover SELOR beschikt. Voor de 5 kandidaten die het meest geschikt worden geacht, wordt de selectie met een gesprek aangevuld.

Het ontwerp streeft er eveneens naar de procedures te vereenvoudigen, het aantal mandaatbetrekkingen te beperken met invoering, evenwel, van een nauwgezette selectie en opvolging van de ambtenaren-generaal die geen mandaatbetrekking vervullen, het opleidingsaanbod beter in te vullen, maar ook tot een sterkere dialoog te komen tussen de leidende ambtenaren en de vakministers.

Het besluit betreft alle ambtenaren-generaal, namelijk de betrekkingen van rang A1, A2 en A3. De Ambtenarencode geldt voor al die ambtenaren. Boek II van de Code omschrijft de specifieke regels en voorziet in de vereiste afwijkingbepalingen met betrekking tot die bepalingen.

Het managementbrevet wordt afgeschaft. De kostprijs voor de organisatie van een dergelijk brevet dat voor elke aanwijzing vereist is, weegt niet op tegen het aantal personen dat daarvoor in aanmerking komt. Een verplichte opleiding na de aanwijzing is vanaf nu vereist voor alle leidende ambtenaren.

De ambtenaren-generaal worden geëvalueerd door een evaluatiecollege bestaande uit de vakminister(s) die rechtstreeks betrokken is (zijn) bij het werk van de geëvalueerde ambtenaar; de Minister van Ambtenarenzaken en de hiërarchische oversten van de geëvalueerde ambtenaar, in voorkomend geval.

De specifieke kamer van beroep voor de ambtenaren-generaal blijft dan weer verder bestaan uit personen die een extern advies over het dossier kunnen verstrekken.

De evaluatie na het beroep wordt definitief aangenomen door de Regering.

Elke tuchtstraf waarmee een ambtenaar-generaal gestraft wordt, wordt door de Regering aangenomen. De waarborgen geldend voor de ambtenaren krachtens Boek I van de Code zijn van toepassing.

Wat de mandatenregeling betreft, is beslist de belangrijkste toegangsvoorwaarde te handhaven, namelijk acht jaar beroepservaring bij de overheid op voorwaarde dat de begripsomschrijving gericht is op de ervaring opgedaan bij diensten die onder de uitvoerende macht stricto sensu ressorteren. Bovendien is de ervaring als dienstverantwoordelijke teruggebracht tot twee jaar.

De voorwaarden waaraan de kandidaten voor een mandaat moeten voldoen geven niet-ambtenaren de mogelijkheid om kandidaat te zijn voor zover ze ervaring hebben bij een Belgische uitvoerende overheid of een lidstaat van de EER, met inbegrip van de lokale of provinciale besturen. Het gaat erom, over kandidaten te beschikken met een voldoende kennis van de bestuurswereld en een significante nuttige ervaring in de sector.

De nieuwe mandaten worden voor vijf jaar toegekend. De aanvang van de mandaten zal in de toekomst gespreid worden wegens uittredingen in de loop van het mandaat (overlijden, ontslag...). Er wordt een nieuwe mandataris aangewezen, ongeacht de periode waarin de uittreding van de vorige mandataris valt.

Elke betrekking moet vacant worden verklaard behalve verlenging van het vorige mandaat en moet het voorwerp uitmaken van een opdrachtbrief.

SELOR wordt ermee belast de oproep tot de kandidaten te verrichten en de kandidaatstellingen in ontvangst te nemen.

Er kan een nationaliteitsvoorwaarde worden opgelegd voor sommige, met hun benaming vermelde betrekkingen die een rechtstreekse of onrechtstreekse deelneming aan de uitoefening van openbaar gezag inhouden en werkzaamheden omvatten strekkende tot bescherming van de algemene belangen van de Staat.

SELOR selecteert de kandidaten via een niet-gespecialiseerde selectiecommissie waarvan het huishoudelijk reglement bepaald wordt. Het feit dat er geen deskundig lid opgenomen is uit het vakgebied van de functie strekt ertoe over een commissie te beschikken waarvan de samenstelling met het oog op de doeltreffendheid zo weinig mogelijk verandert. De door de Regering opgestelde opdrachtbrief is een essentieel onderdeel voor het werk van die commissie. Er dient vooraf dus belangrijk werk te worden verrichten bij het opstellen van de opdrachtbrief om het examen zo goed mogelijk voor te bereiden.

SELOR wijst de leden van die commissie aan. De Regering kan evenwel haar opmerkingen aan SELOR overmaken.

Er wordt voor elke in te vullen betrekking een geïnformatiseerde proef en een mondelinge proef georganiseerd. SELOR stelt een lijst op van hoogstens 5 kandidaten die het meest geschikt worden bevonden om die functie uit te oefenen. Die personen worden door de Regering gehoord.

Wat betreft de graad van inspecteur-generaal (A3) is ervoor gekozen om de betrekkingen in die graad niet meer per mandaat toe te kennen, maar via een aanwijzing volgens een herroepbare interne bevordering.

Behalve bij wijze van uitzondering bij decreet voor de openbare instellingen vallen de betrekkingen van inspecteur-generaal voortaan niet meer rechtstreeks onder het mandaatsysteem.

Het mandaatsysteem afstemmen op de hoogste betrekkingen in de hiërarchie, namelijk op die betrekkingen waarbij hun titularis een zekere vrijheid voor het uitstippelen van zijn beleid geniet, vergt een grotere inzet van elk regeringslid in diens betrekkingen met elke mandataris.

De mandatarissen beschikken ook over een stevigere ambtenarensokkel waarop ze zich kunnen verlaten.

Er wordt opgemerkt dat geen enkel mandaat is toegekend voor de uitoefening van betrekkingen van rang A3 op de datum van aanneming van dit besluit.

De mogelijke decretale uitzonderingen voor de instellingen van openbaar nut wettigen dat de Code gebruik maakt van de bewoordingen "een betrekking van rang A3 die niet aan een mandaat onderworpen is".

Er wordt een vernieuwend mechanisme ingevoerd om desalniettemin een rechtstreekse en doorlopende opvolging van elke ambtenaar op dit niveau te handhaven.

— de betrekkingen A3 worden toegankelijk gesteld voor de gezamenlijke ambtenaren van niveau 1 en de kandidaten voor mutatie en bevordering worden op gelijke voet gesteld;

— voor elke in te vullen betrekking wordt er in een interne selectiecommissie voorzien. Ze bestaat uit de Ministers en de betrokken hoge ambtenaren;

— er wordt voorzien in een doelstellingencontract. Dit document zal passen in het kader van de operationele plannen die voor hun hiërarchische meerderen bekrachtigd worden en zal als grondslag dienen voor de evaluatie van de inspecteur-generaal. Het gaat hier om een element dat dient om de draagkracht van het management te verhogen;

— er wordt voorzien in een proefperiode vanaf de aanwijzing tot de eerste evaluatie na twee jaar;

— de verdere loopbaan zal eveneens het voorwerp uitmaken van evaluaties en doelstellingencontracten, waarbij verlies van de graad van inspecteur-generaal in geval van herhaalde negatieve evaluaties tot de mogelijkheden behoort;

— bevordering is dus niet meer onherroepelijk, door de invoering van de stage, enerzijds, en door de mogelijkheid om terug te keren tot de graad waarvan de ambtenaar houder is vóór zijn bevordering, anderzijds.

De uitsluiting van de betrekkingen van de graad A3 uit de mandatenregeling mag niet uit het oog doen verliezen dat deze ambtenaren ambtenaren-generaal blijven van wie de hiërarchische plaats en de eigenlijke essentie van de evaluatie en de algemene opvolging een specifieke evaluatiecommissie en kamer van beroep wettigen.

Op wetgevingsvlak wordt de aandacht erop gevestigd dat de overgangsbepalingen niet meer in de Code opgenomen zijn.

31 AUGUSTUS 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wat betreft de ambtenaren-generaal

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, inzonderheid op de artikelen 7, 45, 47, 48 en 52, en op Boek II, inzonderheid op de artikelen 332 tot 367;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 februari 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 februari 2006;

Gelet op de instemming van de federale Minister der Pensioenen, gegeven op 27 april 2006;

Gelet op protocol nr. 461 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 10 maart 2006;

Gelet op het advies nr. 40.223/2 van de Raad van State, gegeven op 28 juni 2006;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. De ambtenaren-generaal zijn de ambtenaren van de rangen A1, A2 en A3. »

Art. 2. In artikel 45 van hetzelfde besluit worden de woorden "bedoeld in artikel 39" ingevoegd tussen de woorden "De ambtenaren-generaal" en de woorden "worden bij mandaat aangewezen".

Art. 3. Artikel 47 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 48 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 48. § 1. De bevordering door verhoging in graad is de benoeming in een onmiddellijk hogere graad van hetzelfde niveau als het niveau waartoe de ambtenaar behoort.

Een ambtenaar van niveau 1 kan evenwel bij bevordering door verhoging in graad in een graad van rang A4 of A3 worden benoemd.

§ 2. De bevordering door verhoging in graad tot een betrekking van rang A3 die niet aan een mandaat onderworpen is, van directeur of een staffunctie wordt ondergeschikt gemaakt aan de vacature van die betrekking.

De bevordering door verhoging in graad treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op de benoeming. Indien de betrekking evenwel nog bekleed is op de datum van de benoeming, heeft de benoeming uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de datum waarop de graad daadwerkelijk ophoudt bekleed te zijn.

§ 3. De bevordering door verhoging in graad tot een andere betrekking dan een betrekking van rang A3 die niet aan een mandaat onderworpen is, van directeur of een staffunctie heeft uitwerking op de eerste dag van elk kwartaal van het kalenderjaar ».

Art. 5. In Artikel 52 van hetzelfde besluit wordt het aantal "acht" vervangen door het aantal "zes".

Art. 6. Boek II van hetzelfde besluit, dat de artikelen 332 tot 367 inhoudt, wordt vervangen als volgt :

« BOEK II. — MANDAATREGELING BETREFFENDE DE AMBTENAREN-GENERAAL

TITEL I. — Bepalingen toepasselijk op alle ambtenaren-generaal

Art. 332. De bepalingen van de boeken I, III en IV zijn toepasselijk op de ambtenaren-generaal voorzover dit boek van deze bepalingen niet afwijkt.

Art. 333. De ambtenaar-generaal moet een opleiding volgen binnen twee jaar, te rekenen van de datum waarop de betrekking hem wordt toegekend.

Het algemeen opleidingsaanbod wordt door de Minister van Ambtenarenzaken bepaald na advies van de programmacommissie bedoeld in artikel 112.

Er wordt een opleidingscertificaat uitgereikt aan de ambtenaar-generaal die de opleiding met succes heeft gevolgd, tenzij een opleidingscertificaat hem vroeger is uitgereikt.

De Minister van Ambtenarenzaken kan na advies van de hiërarchische meerderen en of van de vakminister(s) een aanvullende opleiding opleggen aan de ambtenaar-generaal die houder is van het opleidingscertificaat.

Art. 334. § 1. De ambtenaren-generaal worden geëvalueerd door een college samengesteld uit :

1° de Minister van Ambtenarenzaken of zijn afgevaardigde, die er voorzitter van is;

2° de betrokken vakministers of hun afgevaardigde;

3° in voorkomend geval, de hiërarchische meerderen van de ambtenaren-generaal.

§ 2. De kandidatuur van een ambtenaar-generaal die zitting heeft gehad in een college, is onontvankelijk bij de eerstkomende oproep tot kandidaten voor de betrekking waarop de evaluatie slaat.

Een ambtenaar-generaal kan weigeren zitting te nemen in het college.

§ 3. Het college wordt bijgestaan door een secretaris en een plaatsvervangend secretaris aangewezen door de Regering onder de ambtenaren van niveau 1 van de Regeringsdiensten. Ze kunnen niet voldoen aan de voorwaarden om kandidaat te zijn voor een betrekking van ambtenaar-generaal.

§ 4. Vanaf het begin van de procedure verzoekt de voorzitter erom dat hem binnen een maand een met redenen omkleed verslag wordt toegezonden door :

1° de ambtenaar-generaal;

2° in voorkomend geval, de rechtstreekse hiërarchische meerdere;

3° in voorkomend geval, het bestuursorgaan, met name het orgaan dat, ongeacht zijn benaming, over de nodige bevoegdheden beschikt voor de uitvoering van de opdrachten of de verwezenlijking van het maatschappelijk doel van de instelling;

4° de vakminister(s) onder wie de te evalueren mandataris ressorteert.

Het evaluatiecollege hoort elke nuttig geachte persoon binnen een maand na de termijn voorgeschreven voor de overlegging van bovenvermelde verslagen, mits motivatie. Het college betekent zijn evaluatievoorstel binnen vijftien dagen na de goedkeuring ervan bij ter post aangetekend schrijven aan de ambtenaar-generaal.

Als geen gunstige evaluatie wordt voorgesteld, wordt de ambtenaar-generaal eerst gehoord. In dat geval kan hij zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

§ 5. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving van het ongunstige evaluatievoorstel door de voorzitter van het college kan de ambtenaar-generaal een beroep instellen bij de raad van beroep van de ambtenaren-generaal en erom verzoeken gehoord te worden.

Bij gebrek aan beroep binnen de voorgeschreven termijn wordt het evaluatievoorstel de definitieve evaluatie.

De voorzitter betekent het advies van de raad van beroep aan de Regering, aan de ambtenaar-generaal en, in voorkomend geval, aan het bestuursorgaan. De evaluatie wordt door de Regering aangenomen binnen een maand na ontvangst van dat advies.

Art. 335. § 1. Er bestaat voor de gezamenlijke Regeringsdiensten en instellingen een raad van beroep van de ambtenaren-generaal die bevoegd is om een met redenen omkleed advies uit te brengen over elk beroep m.b.t. :

1° elk voorstel van tuchtstraf;

2° elke schorsing in het belang van de dienst met of zonder inhouding van wedde;

3° elk ongunstig evaluatievoorstel;

4° elk voorstel tot afdanking wegens beroepsbekwaamheid;

5° elke beslissing inzake verloven, beschikbaarheid en afwezigheden.

§ 2. De raad van beroep van de ambtenaren-generaal bestaat uit :

1° de voorzitter van de raad van beroep van de Regeringsdiensten en van de instellingen en uit een plaatsvervangende voorzitter aangewezen onder de ondervoorzitters van de raad van beroep van de Regeringsdiensten en van de instellingen, die het voorzitterschap waarneemt;

2° drie gewone en drie plaatsvervangende leden gespecialiseerd in human resources management en die geen deel uitmaken van het Waalse openbaar ambt, onder wie minstens één universiteitsprofessor.

De Regering wijst de leden van de raad aan voor een verlengbare periode van vier jaar.

Een lid dat in een toestand verkeert die zijn onpartijdigheid in het gedrang brengt, mag niet zitting hebben in een de Raad.

§ 3. De voorzitter en de leden van de raad van beroep ontvangen 75 euro presentiegeld per halve dag, gekoppeld aan de spilindex 138.01 van 1 januari 1990 en geïndexeerd overeenkomstig de regels van artikel 247.

§ 4. De raad van beroep van de ambtenaren-generaal wordt bijgestaan door een griffier en een plaatsvervangend griffier aangewezen door de Regering onder de ambtenaren van niveau 1 van de Regeringsdiensten. Ze kunnen niet voldoen aan de voorwaarden om zich kandidaat te stellen voor een betrekking van ambtenaar-generaal.

Het huishoudelijk reglement van de raad wordt goedgekeurd door de Regering.

§ 5. De artikelen 193 tot 200 zijn van toepassing op de raad van beroep van de ambtenaren-generaal. In afwijking van artikel 200 brengt de raad van beroep haar advies in tuchtzaken uit binnen zestig dagen, te rekenen van de datum van aanhangigmaking.

Art. 336. § 1. De disciplinaire actie ten aanzien van een ambtenaar-generaal van rang A1 van een Regeringsdienst wordt ingesteld en gevoerd door de Minister-President of door de Minister van Ambtenarenzaken.

De disciplinaire actie tegen een ambtenaar-generaal van rang A2 van een Regeringsdienst wordt ingesteld en gevoerd door de Minister van Ambtenarenzaken, door een vakminister of door een hiërarchische meerdere.

De disciplinaire actie tegen een ambtenaar-generaal van een instelling wordt ingesteld en gevoerd door de Minister van Ambtenarenzaken, door een functioneel bevoegde Minister of door een hiërarchische meerdere. In voorkomend geval kan de disciplinaire actie ook door het bestuursorgaan ingesteld en gevoerd worden.

§ 2. De overheid bedoeld in § 1 stelt een straf voor. Ze betekent haar voorstel aan de betrokken ambtenaar-generaal en informeert de leden van de Regering alsmede, in voorkomend geval, het bestuursorgaan. De sanctie wordt door de Regering aangenomen.

Art. 337. De ambtenaren van rang A2 en A3 die niet aangewezen zijn voor een betrekking van de personeelsformatie, worden door de Regering belast met een opdracht in overeenstemming met hun graad, bekwaamheden en ervaring. Ze staan onder het gezag van de Regering of van een Minister of ambtenaar-generaal aangewezen door de Regering.

Art 338. In het belang van de dienst kan De Regering een ambtenaar die al dan niet aangewezen is voor een betrekking van rang A2 of A3 op de personeelsformatie en die geen mandataris is, overplaatsen van een dienst van de Regering of van een instelling naar een andere, alsook van een Regeringsdienst naar een instelling of van een instelling naar een Regeringsdienst. In voorkomend geval wordt het eensluidend advies van het bestuursorgaan vereist.

TITEL II. — *Mandaatregeling*

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en toegangsvoorwaarden*

Art. 339. De volgende betrekkingen worden overeenkomstig de bepalingen van deze titel bij mandaat toegekend :

1° binnen de diensten van de Regering, de betrekkingen van de rangen A1 en A2;

2° binnen de instellingen bedoeld in artikel 1, de betrekking van ambtenaar-generaal met de hoogste rang tenzij het decreet houdende oprichting van bedoelde instelling daar anders over beslist.

Art. 340. § 1. De kandidaat voor een mandaat moet op de datum waarop de betrekking vacant verklaard wordt houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot niveau 1 of geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar niveau 1 of naar een gelijkwaardig niveau of ambtenaar van niveau 1 zijn binnen de diensten van de Regering of een instelling.

Hij moet op die datum ook het bewijs leveren van acht jaar beroepservaring in niveau 1 of in een gelijkwaardig niveau, waarvan twee jaar in rang A4 of in een gelijkwaardige rang.

§ 2. Als beroepservaring in de zin van § 1 worden beschouwd de diensten die als statutair of contractueel vervuld worden bij de volgende instellingen :

1° elke instelling, al dan niet opgericht als aparte rechtspersoon, die ressorteert onder de uitvoerende macht van de federale Staat, van een Gewest, een Gemeenschap of een Gemeenschapscommissie;

2° elke instelling die ressorteert onder een provincie, een gemeente, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een vereniging van gemeenten en/of van openbare centra voor maatschappelijk welzijn, een agglomeratie of een federatie van gemeenten, alsook elke instelling die ressorteert onder een inrichting ondergeschikt aan een provincie of een gemeente;

3° elke andere instelling van Belgisch recht die inspeelt op gemeenschappelijke behoeften van algemeen of plaatselijk belang en in het bestuur waarvan het overwicht van één of verschillende instellingen bedoeld in 1° en 2° wordt vastgesteld;

4° elke instelling gelijksoortig aan de instellingen bedoeld in 1° tot 3° :

a) van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte dan België;

b) van Zwitserland.

Art. 341. In afwijking van artikel 19 dienen de volgende voorwaarden vervuld te worden om voor een mandaat aangewezen te kunnen worden :

1° een gedrag hebben dat voldoet aan de vereisten van het ambt;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° aan de dienstplichtwetten voldoen;

4° het bewijs leveren van de medische geschiktheid vereist om de functie uit te oefenen;

5° niet houder zijn van een politiek mandaat dat voor een ambtenaar meer dan vier dagen per maand politiek verlof tot gevolg heeft;

6° zich overeenkomstig de artikelen 476 en 477 ertoe verbinden geen dienstvrijstellingen of facultatieve politieke verloven aan te vragen die na cumulatie met het politieke verlof van ambtswege een overschrijding van het totaal van vier werkdagen afwezigheid per maand als gevolg zouden hebben.

HOOFDSTUK II. — *Selectie en aanwijzing*

Afdeling I. — Vacantverklaringen en opdrachtbrieven

Art. 342. § 1. Elke bij mandaat in te vullen betrekking wordt vacant verklaard door de Regering.

Het mandaat van de mandataris wiens evaluatie aan het eind van zijn mandaat "gunstig" is, kan met zijn instemming evenwel zonder vacantverklaring door de Regering hernieuwd worden.

Voor de eerste toekenning van een aan een mandaat onderworpen betrekking kan de Regering zonder vacantverklaring een ambtenaar met zijn instemming als mandataris aanwijzen indien hij op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 voor een bij mandaat in te vullen functie benoemd is.

§ 2. Voor elke bij mandaat in te vullen betrekking stelt de Regering een opdrachtbrief op, op de gezamenlijke voordracht van de vakminister(s) en, in voorkomend geval, van het betrokken bestuursorgaan, na advies van de Minister van Ambtenarenzaken en van de Minister van Begroting.

Voor elke bij mandaat in te vullen betrekking binnen een instelling onderworpen aan een beheersovereenkomst, past de opdrachtbrief in het kader van de lopende overeenkomst.

§ 3. De opdrachtbrief bevat de volgende gegevens :

1° de functieomschrijving en het bevoegdheidsprofiel van de in te vullen functie;

2° de te halen politieke doelstellingen voor de verschillende opdrachten, meer bepaald op basis van de Gewestelijke beleidsverklaring;

3° de toegekende begrotingsmiddelen en menselijke hulpkrachten;

4° de overdrachten van bevoegdheden.

Art. 343. SELOR doet de oproep tot de kandidaten opgesteld door de Minister van Ambtenarenzaken na advies van de vakminister(s) en na eensluitend advies van SELOR. Deze oproep wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en in minstens twee Franstalige dagbladen. De oproep tot de kandidaten vermeldt of het gaat om een betrekking voorbehouden aan Belgen, bevat hoe dan ook een synthese van de opdrachtbrief betreffende elke betrekking en vermeldt de dienst waar een uitvoerige versie beschikbaar is.

De termijn voor de indiening van de kandidaturen bedraagt minstens dertig dagen, te rekenen van de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De kandidaturen worden bij aangetekend schrijven aan SELOR gericht en gaan vergezeld van :

1° een curriculum vitae bevattende een lijst van de titels en bekwaamheden, vergezeld van de attesten betreffende de vereiste beroepservaring en, in voorkomend geval, een afschrift van het of de diploma('s);

2° een motivatiebrief voor elke betrekking waarnaar gesolliciteerd wordt, met de omschrijving van de wijze waarop de kandidaat het mandaat overweegt uit te oefenen.

Afdeling II. — Selectie en aanwijzing

Art. 344. § 1 De kandidaten worden via SELOR geselecteerd.

§ 2. De selectiecommissie bestaat uit :

1° de afgevaardigde-bestuurder van SELOR of van diens afgevaardigde, lid van rechtswege en voorzitter;

2° a) een ambtenaar van minimum rang A2 of van een gelijkwaardige rang die ressorteert onder een andere instelling bedoeld in artikel 340, § 2, 1°, dan het Gewest of een instelling, als het gaat om de invulling van een betrekking van secretaris-generaal of de betrekking van ambtenaar-generaal met de hoogste rang in een instelling;

b) de secretaris-generaal of de ambtenaar-generaal met de hoogste rang in de instelling waaronder de in te vullen betrekking ressorteert; als het gaat om de invulling van een andere betrekking dan die van secretaris-generaal of van ambtenaar-generaal met de hoogste rang in een instelling;

3° een ambtenaar van minimum rang A2 of van een gelijkwaardige rang die ressorteert onder een andere instelling bedoeld in artikel 340, § 2, 1°, dan het Gewest of een instelling;

4° twee deskundigen, met name personen die krachtens hun titels of ervaring over bevoegdheden beschikken in één van de volgende domeinen : ambtenarenzaken, bevoegdhedenbeheer, menswetenschappen.

De ambtenaren bedoeld in het eerste lid, 2°, a, en 3°, en de deskundigen bedoeld in het eerste lid, 4°, worden aangewezen voor een verlengbare periode van vier jaar.

De secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de secretaris-generaal van het Waals Ministerie van Uitrustingen en Vervoer vervangen mekaar in de rol die hen krachtens het eerste lid, 2°, b, wordt toegewezen en de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest vervangt de ambtenaar-generaal met de hoogste rang in de instelling in de rol die hem krachtens het eerste lid, 2°, b, wordt toegewezen.

Bovendien wordt voor elke ambtenaar en deskundige bedoeld in het eerste lid, 2°, a, 3° en 4°, een plaatsvervangend lid aangewezen volgens dezelfde modaliteiten.

§ 3. SELOR wijst de ambtenaren en de deskundigen aan die lid zijn van de selectiecommissie en legt de lijst over aan de Minister van Ambtenarenzaken. De Minister stelt de andere leden van de Regering daarvan onverwijld in kennis. De leden van de Regering beschikken over een termijn van zeven werkdagen om hun eventuele bezwaren aan de Minister over te maken. Indien er bezwaren zijn, legt de Minister van Ambtenarenzaken de lijst ter beslissing voor aan de Regering.

SELOR geeft een antwoord op deze bezwaren d.m.v. een gemotiveerd voorstel tot behoud of vervanging van het lid dat het voorwerp uitmaakt van een bezwaar.

§ 4. De hoedanigheid van lid van de selectiecommissie is onverenigbaar met die van lid van een Regering, van een parlementaire vergadering, van een orgaan bedoeld in de artikelen 485 en 486 of van parlementair attaché.

Het verlies van de hoedanigheid krachtens dewelke een lid van de commissie wordt aangewezen, betekent ook het verlies van de hoedanigheid van lid van de commissie.

Een lid dat in een toestand verkeert die zijn onpartijdigheid in het gedrang brengt, mag niet zitting hebben in de commissie.

§ 5. SELOR maakt het huishoudelijk reglement van de selectiecommissie op waarin met name het volgende bepaald wordt :

1° de commissie beraadslaagt bij geheime stemming;

2° bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend;

3° SELOR wijst een secretaris en een plaatsvervangende secretaris van de commissie aan, waarbij geen van beiden stemgerechtigd is of raadgevende stem heeft.

Het huishoudelijk reglement van de commissie wordt door de Regering goedgekeurd.

Art. 345. § 1. De kandidaturen die door SELOR ontvankelijk worden verklaard op grond van de artikelen 340, 341 en 342, § 2, worden aan de selectiecommissie overgemaakt.

§ 2. De kandidaten die ontvankelijk worden verklaard leggen voor de selectiecommissie een mondelinge proef af op grond van een praktische situatie i.v.m. met de in te vullen betrekking. Deze proef wil zowel de competenties eigen aan de betrekking evalueren als de vaardigheden die vereist zijn voor een managementfunctie.

De mondelinge proef wordt voorafgegaan door geïnformateerde tests georganiseerd door SELOR. Deze tests moeten een duidelijker beeld geven van de vaardigheden van de kandidaten inzake beheer en organisatie, alsook inzake persoonlijkheid. Na afloop van de mondelinge proef worden de resultaten van de tests overgemaakt aan de commissie, die de resultaten zelf beoordeelt en evalueert.

§ 3. Na afloop van de tests en van de proef bedoeld in § 2 en na vergelijking van de titels en bekwaamheden van de kandidaten worden maximum 5 kandidaten door de selectiecommissie geselecteerd.

SELOR stelt elke kandidaat bij ter post aangetekend schrijven in kennis van het gemotiveerde advies dat hem betreft, alsook van de lijst van de geselecteerde kandidaat/kandidaten.

SELOR maakt de lijst met de geselecteerde kandidaat/kandidaten en het gemotiveerde advies betreffende elke kandidaat aan de Minister van Ambtenarenzaken over.

§ 4. De mandatarissen worden door de Regering aangewezen onder de kandidaten die geselecteerd zijn na een bijkomend onderhoud betreffende hun specifieke competenties, hun relationele vaardigheden en hun leidinggevende capaciteiten.

Van elk onderhoud wordt een verslag opgemaakt en overgemaakt aan de kandidaat voor eventuele opmerkingen binnen vijftien dagen na kennisgeving.

De aanwijzing treedt in werking op de eerste dag van de maand na de maand waarin ze plaatsgevonden heeft.

Art 346. Binnen drie maanden na de toekenning van het mandaat legt de mandataris een ontwerp van operationeel plan ter goedkeuring voor aan de Regering, met de omschrijving van de volgende elementen :

1° de uitvoering, binnen 27 maanden, van de concrete prestaties voortvloeiend uit de strategische en operationele doelstellingen die voldoen aan de opdrachtbrief rekening houdend met de toegekende begrotingsmiddelen en menselijke hulpbronnen;

2° de verdeling van de begrotingsmiddelen en de menselijke hulpbronnen die nodig zijn voor de uitvoering van de prestaties bedoeld in 1;

3° de inhoud van de vorming bedoeld in artikel 333.

Alvorens aan de goedkeuring van de Regering te worden onderworpen, wordt het plan besproken door de mandataris en de vakminister(s), eventueel na advies van het bestuursorgaan.

Als de Regering en de mandataris het oneens zijn over de inhoud van het ontwerp van operationeel plan, wordt onmiddellijk een einde gemaakt aan het mandaat, eventueel na advies van het bestuursorgaan.

Art 347. Als de in artikel 342, § 3, 2°, 3° en 4°, bedoelde gegevens van de opdrachtbrief gewijzigd worden, wordt het operationeel plan herzien overeenkomstig de procedure bepaald bij artikel 345.

Als de evaluatie van de mandataris verricht wordt overeenkomstig artikel 354 kan het operationeel plan op verzoek van de Regering herzien worden overeenkomstig de procedure bepaald bij artikel 345.

De mandataris kan verzoeken om de herziening van het operationeel plan als de toegekende begrotingsmiddelen en de menselijke hulpbronnen of andere belangrijke elementen van de opdrachtbrief gewijzigd worden. Het plan wordt herzien overeenkomstig de procedure bepaald bij artikel 345.

HOOFDSTUK III. — *Duur van het mandaat*

Art. 348. De mandaten worden toegekend voor een termijn van vijf jaar. De mandataris blijft zijn functies evenwel uitoefenen tot de aanwijzing van zijn opvolger.

Art. 349. § 1. Het mandaat eindigt vroegtijdig in de volgende gevallen :

- 1° vrijwillig ontslag;
- 2° een gebeurtenis bepaald bij artikel 23 van het ARPG waarbij een ambtenaar de hoedanigheid van ambtenaar verliest;
- 3° een definitieve tuchtstraf zoals het ontslag van ambtswege of de afzetting;
- 4° de ongunstige evaluatie in de loop van het mandaat, goedgekeurd door de Regering;
- 5° de opruststelling;
- 6° het voordeel van een politiek verlof van ambtswege van meer dan vier dagen per maand;
- 7° het voordeel van dienstvrijstellingen of van facultatieve politieke verloven die samen met het politiek verlof van ambtswege een totaal van vier volle dagen afwezigheid per maand overschrijden, overeenkomstig de regelgeving inzake het politieke verlof;
- 8° de toepassing van artikel 346, derde lid.

De Regering kan bovendien een einde maken aan het mandaat wegens ziekte van een gecumuleerde duur van minstens zes maanden tijdens het lopende mandaat.

Elk ontslaanbod vereist een vooropzeg van drie maanden, behalve een kortere duur die in samenspraak wordt vastgelegd.

§ 2. Een nieuwe mandataris wordt aangewezen via de aanwijzing van een andere kandidaat die geschikt wordt verklaard, hetzij bij de vorige oproep tot de kandidaten voor dit mandaat, op voorwaarde dat de toelaatbaarheidsvoorwaarden opnieuw worden geverifieerd, hetzij dmv een nieuwe oproep tot de kandidaten.

Art. 350. § 1. De Regering kan, op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en van de vakminister(s), een ambtenaar van dezelfde personeelsformatie aanwijzen om de hogere functies gedurende een verlengbare periode van maximum twaalf maanden uit te oefenen in de volgende gevallen :

- 1° afwezigheid van de mandataris sedert meer dan twee maanden;
- 2° voorzienbare afwezigheid van de mandataris gedurende een periode van minstens twee maanden;
- 3° einde van het mandaat in afwachting van de aanwijzing van een nieuwe mandataris.

Elke ambtenaar aangewezen om de hogere functies uit te oefenen voldoet aan de voorwaarden bepaald bij de artikelen 340 en 341.

§ 2. Als een mandataris wordt aangewezen om hogere functies uit te oefenen, wordt het mandaat geschorst voor de hele duur van zijn hogere functies.

De mandataris die wordt aangewezen om hogere functies uit te oefenen, behoudt zijn bezoldiging van mandataris.

HOOFDSTUK IV. — *Administratieve en geldelijk toestand**Afdeling I. — Uitoefening van het mandaat*

Art. 351. Het mandaat wordt uitgeoefend in het kader van een tijdelijke statutaire relatie. Het verleent geen enkel recht op een vaste benoeming tot het ambt waarvoor het toegekend wordt.

De mandataris oefent zijn mandaat voltijds uit.

Art. 352. Tijdens zijn mandaat komt de mandataris niet in aanmerking voor :

- 1° het verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan, met uitzondering van het ouderschapsverlof, van de loopbaanonderbreking voor palliatieve verzorging en van het verlof voor bijstands- of zorgverlening aan een lid van het gezin of van de familie tot de tweede graad dat een ernstige ziekte heeft;
- 2° een verlof om een functie uit te oefenen binnen een orgaan bedoeld in de artikelen 485 en 486;
- 3° de toelating om zijn functies met verminderde prestaties uit te oefenen wegens persoonlijke aangelegenheden of om sociale en familiale redenen;
- 4° een verlof om een activiteit uit te oefenen bij een erkende politieke groep;
- 5° een ander verlof voor opdracht dan hetgeen hem toegekend wordt om een mandaat uit te oefenen in de zin van dit besluit;
- 6° een vervroegde halftijdse uittreding;
- 7° een stageverlof;
- 8° de vierdagenweek op vrijwillige basis;
- 9° een verlof om ter beschikking te worden gesteld van de Koning of de Prinsen en Prinsessen van België;
- 10° voor beschikbaarheid wegens persoonlijke aangelegenheden.

Art. 353. De ambtenaar die op de datum van zijn aanwijzing voor een mandaat vast benoemd is binnen de diensten van de Regering of van een instelling wordt ambtshalve voor de duur van het mandaat met verlof gesteld wegens opdracht van openbaar nut in zijn oorspronkelijke betrekking.

Art. 354. De mandataris draagt de kosten van de opleidingen die hem opgelegd worden. Als hij slaagt, worden de kosten hem terugbetaald.

Afdeling II. — Bezoldiging

Art. 355. Elke mandataris heeft de weddeschaal die overeenstemt met de graad van de functie die hij uitoefent, verhoogd met een bedrag van 8 510 euro. Dat bedrag wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990 en geïndexeerd overeenkomstig de regels die in artikel 247 vastliggen.

De mandataris die zijn functies blijft uitoefenen tot de aanwijzing van zijn opvolger heeft de weddeschaal die overeenstemt met de graad van de functie die hij uitoefent, verhoogd met een bedrag van 4.255 euro. Dat bedrag wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990 en geïndexeerd overeenkomstig de regels die in artikel 247 vastliggen

HOOFDSTUK V. — *Evaluatie*

Art. 356. De mandatarissen worden aan de helft of aan het einde van hun mandaat geëvalueerd.

De evaluatie slaat op het niveau van de verwezenlijking van de doelstellingen en op de concrete prestaties die het resultaat zijn van de strategische en operationele doelstellingen die aan de opdrachtbrief en het operationeel plan voldoen.

De Regering kan beslissen dat een mandataris aan een bijkomende evaluatie onderworpen moet worden indien dat gewettigd is om bijzondere gedragsredenen.

Art. 357. De evaluatieprocedure vangt aan op de eerste dag van de zevenentwintigste maand en van de vijftienvijftigste maand, te rekenen van de begindatum van het mandaat, of, in geval van bijzondere omstandigheid bedoeld in artikel 356, derde lid, op de dag waarop de aanvraag aan de voorzitter van het evaluatiecollege gericht wordt.

Art. 358. De evaluatie is het voorwerp van één van de volgende meldingen :

1° "gunstig" : als de strategische en operationele doelstellingen waarin het operationeel plan voorziet hetzij in hun geheel op kwantitatief en kwalitatief vlak en binnen de voorgeschreven termijnen gehaald worden, hetzij ze niet in hun geheel op kwantitatief en kwalitatief vlak of binnen de voorgeschreven termijnen gehaald worden als de mandataris rechtvaardigt dat die toestand te wijten is aan onvoorspelbare omstandigheden of aan omstandigheden die onafhankelijk zijn van zijn wil;

2° "gereserveerd" : als de strategische en operationele doelstellingen van het operationeel plan slechts gedeeltelijk gehaald worden op kwantitatief en kwalitatief vlak;

3° "ongunstig" : als de strategische en operationele doelstellingen van het operationele plan globaal niet gehaald worden op kwantitatief en kwalitatief vlak zodat de tenuitvoerlegging van het plan in het gedrang komt.

Art. 359. De mandataris aan wie een "gunstige" evaluatie toegekend wordt, blijft zijn lopende mandaat uitoefenen.

Indien een gereserveerde evaluatie in de loop van het mandaat wordt toegekend :

1° wordt binnen de volgende negen à twaalf maanden een nieuwe evaluatie uitgevoerd op grond waarvan een melding "gunstig" of "ongunstig" wordt toegekend;

2° de Regering kan het operationele plan bijsturen.

Art. 360. § 1. De voormalige mandataris die het voorwerp is geweest van een gunstige evaluatie en van wie het mandaat niet hernieuwd wordt, komt in aanmerking voor een betaald verlof van drie weken. De bezoldiging is die welke tijdens de uitoefening van het mandaat verkregen werd.

De gunstige evaluatie aan het einde van het mandaat geldt als gunstige evaluatie in de graad waarin de ambtenaar vast benoemd is.

De Regering legt een met één van de diensten van de Regering of met een instelling te sluiten contract van deskundige voor aan de voormalige mandataris die geen personeelslid van de diensten van de Regering of van een instelling is en die niet in aanmerking komt voor eender welk verlof waarna hij zijn vorige betrekking weer kan opnemen, die het voorwerp is van een gunstige evaluatie en die niet voor een nieuw mandaat aangewezen is. Desgevallend wordt het eensluidend advies van het bestuursorgaan vereist. De pool en de opdracht i.v.m. zijn kwalificaties en zijn ervaring worden nader bepaald in het contract. Hij wordt door de Regering onder het toezicht van een ambtenaar van minstens rang A3 geplaatst.

In afwijking van de artikelen 340 en 341 mag de voormalige mandataris van wie de laatste evaluatie aan het einde van zijn mandaat "gereserveerd" is, zich niet kandidaat stellen voor hetzelfde mandaat, noch voor een mandaat van een hogere rang over een duur van vijf jaar, te rekenen van de einddatum van zijn mandaat.

Hij wordt geëvalueerd na zes maanden in de graad waarin hij vast benoemd is.

De voormalige mandataris die het voorwerp is van een ongunstige evaluatie, mag niet solliciteren voor een mandaat met een duur van vijf jaar, te rekenen van de einddatum van zijn mandaat.

Hij wordt geëvalueerd na zes maanden in de graad waarin hij vast benoemd is.

§ 4. De ambtenaar van rang A4, A5 of A6, voormalige mandataris wiens mandaat niet hernieuwd wordt en die zijn betrekking niet terugkrijgt, wordt, zolang hij niet opnieuw voor een andere betrekking van zijn graad aangewezen kan worden overeenkomstig artikel 444, door de Regering belast met een opdracht i.v.m. zijn graad, kwalificaties en ervaring en door haar onder het toezicht van een ambtenaar van rang A1, A2 of A3 geplaatst.

TITEL III. — Bepalingen toepasselijk op de ambtenaren-generaal die niet aan de mandaatregeling onderworpen zijn

Art. 361. Een ambtenaar van niveau 1 kan bij bevordering door verhoging in graad tot een graad van rang A3 bevorderd worden als hij de volgende voorwaarden vervult :

1° acht jaar niveau-anciënniteit tellen;

2° aantonen dat de evaluatie positief is;

3° niet het voorwerp zijn van een niet-geschrapte en definitieve disciplinaire maatregel.

Art. 362. Een vacante betrekking van een niet aan een mandaat onderworpen graad van rang A3 wordt achtereenvolgens ingevuld bij :

1° mutatie, bevordering of reffectatie, op zijn verzoek, van een ambtenaar van de diensten van de Regering als het gaat om een betrekking van de diensten van de Regering of, als het gaat om een betrekking van een instelling, van een ambtenaar van die instelling;

2° mutatie van een aan deze Code onderworpen ambtenaar die niet onder 1° valt of integratie van een ambtenaar uit elke instelling die ressorteert onder de uitvoerende macht van de federale Staat, van een Gewest, een Gemeenschap of een Gemeenschapscommissie.

Art. 363. § 1. De procedure voor de oproep tot de kandidaten wordt vastgelegd overeenkomstig de leden 2 tot 7.

De voorwaarden moeten verenigd zijn vanaf de dag waarop de betrekking vacant wordt verklaard tot de dag van de toekenning ervan.

De oproep tot de kandidaten wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Hij bevat het functieprofiel en de selectie- en rangschikkingscriteria.

Op straffe van nietigheid :

1° vermeldt de ambtenaar die kandidaat is voor meerdere betrekkingen zijn voorkeur in dalende volgorde en in Arabische cijfers;

2° wordt elke kandidatuur met redenen omkleed en bevat ze een uiteenzetting over de wijze waarop de kandidaat de betrekking overweegt uit te oefenen;

3° wordt de kandidatuur/worden de kandidaturen, samen met een *curriculum vitae* conform het model opgenomen in bijlage IV, bij ter post aangetekend schrijven ingediend binnen eenentwintig dagen, te rekenen van de datum van bekendmaking van de oproep tot de kandidaten.

§ 2. De selectiecommissie wordt voorgezeten door de Minister van Ambtenarenzaken of door zijn afgevaardigde en bestaat bovendien uit de vakminister(s) of hun (zijn) afgevaardigde en uit de algemene ambten(a)ar(en) onder wie de in te vullen betrekking ressorteert.

§ 3. De selectiecommissie maakt bij de toekenning van de betrekking een voorlopig voorstel van enige rangschikking van de kandidaten op overeenkomstig de punten 1° of 2° van artikel 362. Het voorstel wordt met redenen omkleed en aan de kandidaten meegedeeld.

Elke kandidaat kan binnen vijftien na de mededeling zijn opmerkingen laten gelden of een bezwaar indienen bij de voorzitter van de selectiecommissie. De selectiecommissie spreekt zich uit over het bezwaar binnen twee maanden na ontvangst ervan, na de eiser te hebben gehoord indien hij daarom heeft verzocht. De eiser kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

De kandidaat die een bezwaar heeft ingediend of die zijn opmerkingen heeft laten gelden, wordt in kennis gesteld van de gemotiveerde beslissing van de selectiecommissie over die opmerkingen of dat bezwaar.

In geval van wijziging van de eerste voorlopige enige rangschikking wordt een definitief gemotiveerd voorstel van enige rangschikking aan alle kandidaten meegedeeld.

§ 4. De Regering beslist over de toekenning van de betrekkingen van rang A3 die niet aan een mandaat onderworpen zijn. Alvorens af te wijken van het voorstel van de selectiecommissie stelt de Regering in een ter post aangetekend schrijven aan de best gerangschikte kandidaten voor om gehoord te worden door de Minister van Ambtenarenzaken en de vakminister(s). De eiser kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Art. 364. Binnen drie maanden na de toekenning van de betrekking wordt een doelstellingencontract opgesteld tussen de ambtenaar-generaal van rang A3 en zijn rechtstreekse hiërarchische meerdere.

De doelstellingen van het contract passen in het kader van het operationele plan van de rechtstreekse hiërarchische meerdere, van de gewestelijke beleidsverklaring en, desgevallend, van het beheerscontract.

Het doelstellingencontract wordt opnieuw onderzocht en, in voorkomend geval, bijgestuurd binnen drie maanden na elke wijziging in het operationele plan.

De doelstellingencontracten en de wijzigingen erin worden door de vakministers goedgekeurd.

Art. 365. Na de toekenning van de betrekking volgt een proefperiode na afloop waarvan de gemuteerde ambtenaar in geval van ongunstige evaluatie zijn vorige betrekking weer kan opnemen, de bevorderde ambtenaar naar zijn vorige graad gedegrademd wordt en de geïntegreerde ambtenaar ontslagen wordt wegens beroepsongeschiktheid mits, behalve ernstige fout, een vooropzegtermijn van drie maanden.

De proefperiode loopt twee jaar. Ze duurt evenwel één jaar voor de gemuteerde ambtenaar. Artikel 335, § 5, is toepasselijk op de evaluatie van de proefperiode.

De betrekking die voorheen bekleed was door de gemuteerde of bevorderde ambtenaar van rang A3 kan niet vacant verklaard worden voordat de evaluatie van de proefperiode definitief is.

Art. 366. § 1. De evaluatie van de ambtenaar-generaal van rang A3 slaat op :

1° de verwezenlijking van de doelstellingen van het contract bedoeld in artikel 364;

2° het slagen voor de opleidingen die hem opgelegd worden;

3° de elementen vermeld in artikel 141, § 2.

Art. 367. Twee opeenvolgende ongunstige evaluaties hebben een terugzetting in graad wegens beroepsongeschiktheid als gevolg waarbij de ambtenaar teruggezet wordt in de graad waarvan de ambtenaar houder was vóór zijn benoeming. De terugzetting in graad wordt door de Regering vastgesteld.

De ambtenaar die het voorwerp is van een terugzetting in graad wegens beroepsongeschiktheid mag gedurende vijf jaar, te rekenen van de terugzetting, niet voor een betrekking van ambtenaar-generaal solliciteren. »

Art. 7. De ambtenaar die vast benoemd is voor een aan een mandaat onderworpen betrekking wordt gehandhaafd tot een persoon aangewezen wordt voor de uitoefening van een mandaat in de betrekking die hij bekleedt.

Art. 8. In afwachting van de eerste toekenning van een aan een mandaat onderworpen betrekking kan de Regering op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en de bevoegde vakminister(s) een ambtenaar aanwijzen om de hogere functies uit te oefenen voor een verlengbare maximumperiode van twaalf maanden.

Art. 9. In afwijking van artikel 348 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, wordt de termijn van de vóór 1 mei 2004 toegekende mandaten in de rangen A1 en A2 op 31 maart 2007 vastgelegd.

In afwijking van artikel 348 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, wordt de evaluatie van de vóór 1 mei 2004 aangewezen mandatarissen in de rangen A1 en A2 tussen 1 november 2006 en 31 januari 2007 doorgevoerd volgens de regels van kracht op het moment van de evaluatie.

Art. 10. De doelstellingencontracten van de ambtenaren-generaal van rang A3 worden opgesteld en goedgekeurd binnen vier maanden na de inwerkingtreding van dit besluit. Deze ambtenaren-generaal zijn niet onderworpen aan de opleidingsverplichting bedoeld in artikel 333 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, met uitzondering van de artikelen 334, 335 en 356 tot 359, die uiterlijk 1 november 2006 in werking treden en van artikel 333, dat in werking treedt op de datum die de Regering zal vastleggen.

Art. 12. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 augustus 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD